

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/207123]

**28 NOVEMBRE 2013. — Décret modifiant le décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers sous, sur et au-dessus des voiries ou des cours d'eau (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Titre I<sup>er</sup> — Généralités**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers, sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eau, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au 2<sup>o</sup>, les mots « physique ou morale » sont supprimés;

2<sup>o</sup> au 3<sup>o</sup>, les mots « physique ou morale » sont supprimés;

3<sup>o</sup> le 6<sup>o</sup> est complété comme suit : « ou la personne à laquelle l'autorité en question a concédé la mise à disposition ou la gestion de cette voirie ou de ce cours d'eau »;

4<sup>o</sup> il est inséré un 7<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 7<sup>o</sup> « gestionnaire de câbles et de canalisations » : la personne qui, dans le cadre de ses activités professionnelles ou tâches d'intérêt public, gère des câbles et/ou des canalisations sous, sur ou au-dessus de la voirie ou d'un cours d'eau; »;

5<sup>o</sup> le 7<sup>o</sup> devient 8<sup>o</sup>. Les mots « physiques ou morales » sont abrogés;

6<sup>o</sup> le 8<sup>o</sup> devient 9<sup>o</sup>;

7<sup>o</sup> le 9<sup>o</sup> devient 10<sup>o</sup>;

8<sup>o</sup> le 10<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 11<sup>o</sup> « plate-forme d'échange d'information » : portail informatique sécurisé permettant la collecte, la validation, la structuration et la circulation des informations nécessaires à l'exécution du présent décret, la gestion de la programmation, de la coordination et des autorisations d'ouverture de chantier; »;

9<sup>o</sup> le 11<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 12<sup>o</sup> « bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier » ou « bénéficiaire » : personne qui entend effectuer les travaux et a introduit, seule ou par l'intermédiaire d'un coordinateur-pilote, et obtenu une autorisation d'exécution de chantier en vertu de la procédure prévue au chapitre IV du Titre II; »;

10<sup>o</sup> le 12<sup>o</sup> devient 13<sup>o</sup>. Le mot « annexe » est remplacé par les mots « document de référence ». La mention « RW99 » est supprimée;

11<sup>o</sup> un 14<sup>o</sup> est inséré et rédigé comme suit :

« 14<sup>o</sup> « Emprise de chantier » : la ou les zones délimitées par le volume nécessaire à la bonne mise en œuvre du chantier; »;

12<sup>o</sup> un 15<sup>o</sup> est inséré et rédigé comme suit :

« 15<sup>o</sup> « Périmètre de chantier » : la ou les zones délimitées par la longueur des travaux envisagés et par la largeur du domaine public; »;

13<sup>o</sup> un 16<sup>o</sup> est inséré et rédigé comme suit :

« 16<sup>o</sup> « Règlement » : document élaboré par la Commission instituée par l'article 2 du décret qui a une portée générale et est obligatoire dans tous ses éléments. Il ne peut être adopté que dans les cas expressément prévus par le présent décret et ne sort ses effets qu'après avoir été approuvé par arrêté du Gouvernement wallon et publié au *Moniteur belge*. ».

CHAPITRE II. — *La Commission*Section 1<sup>re</sup>. — *La Commission*

**Art. 2.** A l'article 2 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au 1<sup>o</sup> les mots « physiques ou morales » sont supprimés;

2<sup>o</sup> le 3<sup>o</sup> est abrogé;

3<sup>o</sup> le 4<sup>o</sup> devient le 3<sup>o</sup>. Les mots « au système » sont remplacés par les mots « à la plate-forme »;

4<sup>o</sup> le 5<sup>o</sup> devient le 4<sup>o</sup>;

5<sup>o</sup> il est inséré un 5<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 5<sup>o</sup> de proposer les membres du Comité technique au Gouvernement »;

6<sup>o</sup> il est inséré un 6<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 6<sup>o</sup> d'évaluer la mise en œuvre du présent décret »;

7<sup>o</sup> il est inséré un 7<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 7<sup>o</sup> de collaborer à la rédaction de textes relatifs à la problématique des gestionnaire de câbles et de canalisations »;

8<sup>o</sup> il est inséré un 8<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 8<sup>o</sup> statuer sur les recours dirigés contre les décisions sur les demandes d'autorisation visés aux articles 26 à 28 »;

9<sup>o</sup> il est inséré un 9<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 9<sup>o</sup> de statuer sur les saisies sur cautionnement et garantie prévues par ou en vertu du présent décret »;

10<sup>o</sup> il est inséré un 10<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 10<sup>o</sup> de réceptionner les envois visés aux articles 8, 11, et 45 »;

11<sup>o</sup> il est inséré un 11<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 11<sup>o</sup> d'exercer les autres missions qui lui sont dévolues par décret ».

**Art. 3.** L'article 3 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. La Commission est composée de :

1° huit représentants effectifs des gestionnaires dont deux gestionnaires des voiries communales proposés par l'Union des Villes et Communes de Wallonie, deux gestionnaires des cours d'eau (un gestionnaire des cours d'eau navigables et un gestionnaire des cours d'eau non navigables), un gestionnaire provincial proposé par l'Association des Provinces wallonnes, deux gestionnaires de voiries régionales et un gestionnaire du réseau structurant;

2° huit représentants des gestionnaires de câbles et de canalisations dont un représentant des gestionnaires de câbles et de canalisations publics;

3° deux représentants des acteurs de développement économique, ayant dans leur objet social l'établissement de nouvelles activités économiques, leur reconversion ou leur expansion;

4° huit représentants des entrepreneurs;

5° deux membres du Comité technique visé à l'article 7;

6° un représentant de la coordination géomatique. ».

**Art. 4.** A l'article 4 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

§ 1<sup>er</sup>. A l'alinéa 1<sup>er</sup>, après les mots « à une obligation de confidentialité. » est ajoutée la phrase : « Les membres sont désignés pour un mandat de cinq ans. ».

§ 2. Les mots « Ministres et » sont abrogés et les mots « visés à l'article 8 » sont remplacés par les mots « visés à l'article 3 ».

**Art. 5.** A l'article 5 du même décret, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement wallon désigne, parmi les représentants des gestionnaires, le président de la Commission sur proposition de celle-ci ».

Le mot « cinq » est remplacé par le mot « sept » dans l'alinéa 2 de l'article 5 du même décret.

**Art. 6.** A l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « sur la base des principes généraux préalablement définis par le Gouvernement » sont abrogés.

#### Section 2. — Le Comité technique

**Art. 7.** A l'article 7 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Le Gouvernement est habilité à créer » sont remplacés par les mots « La Commission institue »;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les mots « physiques ou morales » et le mot « éventuelles » sont abrogés;

3° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il est inséré un 2° rédigé comme suit :

« 2° réceptionner les envois visés aux articles 8, 11, 23, 38 et 47; »;

4° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 2° devient le 3°. Au 3° nouveau, les mots « le système » sont remplacés par les mots « la plate-forme »;

5° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 3° devient le 4°. Au 4° nouveau, les mots « le système » sont remplacés par les mots « la plate-forme ». Les mots « article 38 » sont remplacés par les mots « article 35 »;

6° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 4° devient le 5°. Au 5° nouveau, les mots « physiques ou morales » sont abrogés. Au 5° nouveau, les mots « du système » sont remplacés par les mots « de la plate-forme »;

7° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 5° devient le 6°;

8° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il est inséré un 7° rédigé comme suit :

« 7° réaliser une expertise sur les recours dirigés contre les demandes d'autorisation visés aux articles 26 à 28; »;

9° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il est inséré un 8° rédigé comme suit :

« 8° instruire tout recours dirigé contre une décision prise par le gestionnaire sur une demande d'autorisation soumis à la Commission en vertu de l'article 2, 8°; »;

10° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il est inséré un 9° rédigé comme suit :

« 9° réaliser une expertise sur les travaux exécutés à la suite des mesures d'office décidées par le gestionnaire de voirie visées à l'article 41; »;

11° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il est inséré un 10° rédigé comme suit :

« 10° instruire tout dossier relatif à la saisie du cautionnement ou de la garantie soumis à la Commission en vertu de l'article 42; »;

12° l'alinéa 2 est remplacé par :

« La Commission peut conférer d'autres missions au Comité technique avec l'approbation du Gouvernement wallon. ».

**Art. 8.** Dans le même décret, il est inséré un article 7bis rédigé comme suit :

« Art. 7bis. Le Gouvernement nomme les membres du Comité sur proposition de la Commission. Il peut financer le fonctionnement du Comité technique. ».

## Titre II. — Obligations préalables à l'exécution d'un chantier

### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Obligation de se faire connaître

**Art. 9.** A l'article 8 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, les mots « physique ou morale » sont supprimés;

2° au 3<sup>e</sup> tiret, les mots : « Les transporteurs et les distributeurs d'énergie » sont remplacés par : « Les gestionnaires de réseaux de transport et de distribution d'énergie »;

3° à l'alinéa 3, le texte est réécrit comme suit :

« La Commission définit dans un règlement la manière dont les personnes définies aux alinéas précédents se font connaître auprès de la Commission ainsi que les informations qui doivent lui être envoyées. Ce règlement est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*. ».

**Art. 10.** A l'article 9 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « physiques ou morales » sont abrogés;

2° à l'alinéa 2, les mots « Le Gouvernement » sont remplacés par les mots « La Commission »;

3° à l'alinéa 2, les mots « dans un règlement, » sont insérés entre les mots « peut déterminer » et « les motifs ». Les mots : « Ce règlement est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*. » sont ajoutés;

4° il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« En application de l'article 28, les personnes visées à l'article 8 peuvent introduire un recours à l'encontre de la décision d'interdiction d'exécution de chantier prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> auprès du Gouvernement. ».

#### CHAPITRE II. — *La programmation des chantiers*

**Art. 11.** A l'article 10 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « physiques ou morales » sont abrogés;

2° à l'alinéa 2, le texte est remplacé par :

« La Commission détermine, dans un règlement, la liste des chantiers et types de chantiers qui sont dispensés de figurer dans la programmation en raison notamment de l'urgence, d'une décision des autorités judiciaires qui n'est plus susceptible de recours ou de leur importance limitée. Ce règlement est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*. ».

**Art. 12.** A l'article 11 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Les personnes visées à l'article 8 envoient à la Commission, au moins annuellement, la programmation de leurs projets de chantiers, compte tenu de leurs propres obligations. »;

2° trois alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Le début des travaux ne peut avoir lieu dans un délai inférieur à six mois à partir du moment où leur programmation a été envoyée à la Commission.

La Commission est chargée, dès réception, de communiquer aux personnes visées à l'article 8 les programmations des chantiers.

Pour les gestionnaires de câbles et de canalisations agissant dans le cadre d'une activité libéralisée, le délai visé à l'alinéa 2 peut être réduit à 4 mois. La décision quant à la demande de réduction est prise par la Commission dans un règlement. Ce règlement est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*. »;

3° au nouvel alinéa 5, le texte est modifié comme suit :

« La Commission définit, dans un règlement, la forme et le contenu de la programmation. Ce règlement est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*. ».

#### CHAPITRE III. — *La coordination des chantiers*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — Généralités*

**Art. 13.** A l'article 12 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « physiques ou morales » sont abrogés;

2° à l'alinéa 2, les mots « Le Gouvernement dresse » sont remplacés par « La Commission établit, dans un règlement. »;

3° à l'alinéa 2, il est ajouté :

« Ce règlement est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*. ».

**Art. 14.** A l'article 13 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « article 37 » est remplacé par « article 38 »;

2° au § 2, les mots « physiques ou morales » sont abrogés;

3° il est inséré un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le délai de deux ans visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est porté à cinq ans pour les travaux étant soumis à un délai de garantie de cinq ans en vertu du cahier des charges type de la Région wallonne. »;

4° il est inséré un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. La Commission peut, dans un règlement, réduire les délais pour cause d'obligation de raccordements, d'alimentation, de renforcement, pour cause de sécurité, de santé publique et dans tous les autres cas qu'elle détermine. Ce règlement est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*. ».

##### *Section 2. — Procédure*

###### *Sous-section 1<sup>re</sup>. — Demande de coordination*

**Art. 15.** A l'article 14 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « physiques ou morales » sont abrogés et les mots « tel que défini par le Gouvernement » sont remplacés par les mots « et respectant un préavis de minimum quatre mois. »;

2° au § 1<sup>er</sup>, l'alinéa 2 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« La Commission détermine, dans un règlement, le contenu de cette demande, la forme et définit la notion de périmètre visé à l'alinéa qui précède. Ce règlement est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*. »;

3° au § 2, les mots « physiques ou morales » sont abrogés et les mots « dix jours » sont remplacés par les mots « quinze jours »;

4° au § 3, les mots « physiques ou morales » sont abrogés.

## Sous-section 2. — Désignation du coordinateur-pilote

**Art. 16.** A l'article 15 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « physiques ou morales ayant manifesté leur intérêt » sont remplacés par les mots « visées à l'article 8 » et le mot « dix » est remplacé par le mot « quinze »;

2° au § 1<sup>er</sup>, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« La Commission détermine, dans un règlement, le contenu et la forme de la convocation laquelle contient notamment une demande de communication de plan. Ce règlement est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*. »;

3° au § 2, le 3<sup>e</sup> tiret est complété par les mots « d'avant-projet »;

4° au § 2, le 4<sup>e</sup> tiret est complété comme suit :

« Cette convention fixe les droits et obligations des intervenants, ainsi que les délais et sanctions éventuels »;

5° au § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « lequel ne peut être le gestionnaire concerné par le chantier » sont abrogés;

6° au § 3, l'alinéa 2 est remplacé par

« A défaut d'accord, le demandeur de coordination est désigné comme coordinateur-pilote. »;

7° il est inséré un § 5 rédigé comme suit :

« § 5. Le coût relatif à cette coordination en ce compris afférents au coordinateur pilote est réparti entre les acteurs de la coordination, soit de commun accord, soit sur base d'une clé de répartition entre acteurs dans un règlement adopté par la Commission. Ce règlement est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*. »;

8° il est inséré un § 6 rédigé comme suit :

« § 6. La Commission établit, dans un règlement, le barème du coordinateur-pilote. Ce règlement est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*. »;

9° il est inséré un § 7 rédigé comme suit :

« § 7. Le demandeur de coordination dresse un procès-verbal de la réunion de coordination lequel est envoyé à l'ensemble des parties présentes ou convoquées, dans les sept jours de la réunion.

La Commission établit, dans un règlement, le modèle du procès-verbal. Ce règlement est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*. »;

10° il est inséré un § 8 rédigé comme suit :

« § 8. Les personnes présentes ou convoquées lors de la réunion de coordination envoient leur accord, leurs observations ou les renseignements sollicités dans les sept jours de la réception du procès-verbal visé au § 7 ».

## CHAPITRE IV. — L'autorisation d'exécution de chantier

Section 1<sup>re</sup>. — Elaboration du dossier de demande d'autorisation d'exécution de chantier

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Elaboration du dossier commun de demande d'autorisation d'exécution de chantier

**Art. 17.** A l'article 16 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les §§ 1<sup>er</sup> et 2 sont abrogés;

2° au nouveau § 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot quarante est remplacé par le mot « trente » et les mots « à l'exclusion du gestionnaire auprès duquel il doit introduire la demande » sont abrogés;

b) l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par ce qui suit : « concerté avec la Commission »;

c) à l'alinéa 2, les mots « Le Gouvernement détermine » sont remplacés par les mots « La Commission détermine dans un règlement, lequel est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*. »;

d) à l'alinéa 2, 2°, les mots « l'emprise » sont remplacés par les mots « le périmètre »;

e) à l'alinéa 2, 3°, les mots « le cas échéant, » sont insérés entre les mots « les ouvrages à réaliser » et les mots « le démontage projeté » et les mots « des installations » sont remplacés par les mots « d'installations »;

f) à l'alinéa 2, 5°, le mot « précisant » est remplacé par le mot « indiquant »;

3° le § 4 devient le § 2. Au § 2 nouveau, le mot « cinq » est remplacé par le mot « sept » et le mot « pertinentes » est abrogé;

4° le § 5 devient le § 3. Au § 3 nouveau, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « visés aux §§ 1<sup>er</sup> à 4 » sont remplacés par les mots « visés aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 »;

5° au § 3 nouveau, alinéa 2, « § 3 » est remplacé par « § 1<sup>er</sup> ». Les mots « mois de juillet et d'août » sont remplacés par « congés scolaires ».

Sous-section 2. — Elaboration du dossier simplifié de demande d'autorisation d'exécution de chantier

**Art. 18.** A l'article 17 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les mots suivants : « concerté avec la Commission. »;

2° à l'alinéa 2, les mots « Le Gouvernement détermine » sont remplacés par les mots « La Commission détermine dans un règlement, lequel est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*. »;

3° à l'alinéa 2, 2°, les mots « l'emprise » sont remplacés par les mots « le périmètre »;

4° à l'alinéa 2, 3°, les mots « , le cas échéant, » sont insérés entre les mots « les ouvrages à réaliser, » et les mots « , le démontage ». Les mots « des installations » sont remplacés par les mots « d'installations »;

5° à l'alinéa 2, 4°, le mot « prévue » est abrogé;

6° à l'alinéa 2, 5°, le mot « précisant » est remplacé par le mot « indiquant ».

## Sous-section 3. — Dispenses

**Art. 19.** L'article 19 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 19. La Commission approuve, dans un règlement, la liste des chantiers et des types de chantiers qui, en raison notamment de l'urgence, d'une décision des autorités judiciaires qui n'est plus susceptible de recours, d'une mise en demeure de la Commission européenne lorsque la procédure d'autorisation rend impossible l'exécution des travaux dans le délai prescrit par le droit européen ou de leur importance limitée, sont dispensés de l'autorisation d'exécution de chantier. Ce règlement est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*. ».

*Section 2. — Introduction et instruction de la demande*

**Art. 20.** A l'article 20, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « visés à l'article 16, § 4, » sont remplacés par les mots « visés à l'article 16, § 2, ».

**Art. 21.** A l'article 21 du même décret, le mot « dix » est remplacé par le mot « sept ».

**Art. 22.** A l'article 22, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même décret, les mots « la longueur » est remplacé par les mots « le périmètre ».

*Section 3. — La décision*

**Art. 23.** A l'article 23 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé par ce qui suit :

« Selon que le chantier fait ou non l'objet d'une coordination, la décision du gestionnaire octroyant ou refusant l'autorisation d'exécution de chantier est notifiée par envoi au coordinateur-pilote, au demandeur de coordination ou au maître d'ouvrage visé à l'article 17, au Comité technique et, le cas échéant, aux autres gestionnaires visés à l'article 22. »;

2<sup>o</sup> le § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé par ce qui suit :

« La Commission détermine dans un règlement, lequel est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*, la forme et le contenu de la décision, laquelle sur le plan des conditions techniques d'exécution du chantier ne peut pas avoir pour conséquence de remettre les lieux autrement que dans leur pristin état et contient, au minimum, les informations suivantes : »;

3<sup>o</sup> au § 2, 2<sup>o</sup>, les mots « l'emprise » sont remplacés par les mots « le périmètre ». Les mots « , le cas échéant, » sont insérés entre les mots « des travaux projetés ainsi que » et les mots « le démontage projeté »;

4<sup>o</sup> au § 2, 5<sup>o</sup>, le mot « précisant » est remplacé par le mot « indiquant ».

**Art. 24.** A l'article 24 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, le mot « cinq » est remplacé par le mot « sept »;

2<sup>o</sup> au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots « de réponse » sont insérés entre les mots « A défaut » et les mots « , l'autorisation est réputée refusée »;

3<sup>o</sup> au § 2, les mots « un défaut de réponse, ou pour » sont insérés entre les mots « pour » et les mots « des motifs »;

4<sup>o</sup> au § 3, les mots « mois de juillet et d'août » sont remplacés par « congés scolaires ».

*Section 4. — La péremption de l'autorisation*

**Art. 25.** 1<sup>o</sup> à l'article 25, § 2, alinéa 2, du même décret les mots « à la Commission » sont remplacés par les mots « au coordinateur et au Comité technique »;

2<sup>o</sup> à l'article 25, § 2, est inséré un alinéa 3 :

« Pour les chantiers ne faisant pas l'objet d'une coordination, la prorogation de l'autorisation est communiquée au maître d'ouvrage. ».

*Section 5. — Le recours*

**Art. 26.** L'article 26 du même décret est modifié comme suit :

« Art. 26. § 1<sup>er</sup>. Les personnes visées à l'article 8 peuvent introduire un recours, par courrier recommandé postal, auprès de la Commission, dans les trente jours de la réception de la décision statuant sur l'autorisation d'exécution du chantier ou de refus de prolongation de la validité d'une autorisation visée à l'article 25 et ou d'interdiction d'exécution de chantier ou du défaut de réponse prévue à l'article 24.

§ 2. Le Comité technique est chargé de l'instruction du recours. Il adresse une copie du recours au gestionnaire de la voirie concernée, dans les dix jours de sa réception.

§ 3. Le Comité technique peut se faire communiquer tous les renseignements et documents qu'il juge nécessaires pour l'examen du recours et entendre des témoins.

§ 4. Le Comité technique entend, à leur demande, le requérant ou son conseil, le gestionnaire ou son délégué.

Lorsqu'une partie demande à être entendue, les autres parties sont invitées à comparaître. ».

**Art. 27.** L'article 27 du même décret est modifié comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. La Commission notifie sa décision aux parties dans les soixante jours de la réception du recours. Lorsque les parties sont entendues, le délai est prolongé de quinze jours.

§ 2. A défaut de notification de la décision dans les délais précités, la décision initiale du gestionnaire, fût-elle tacite, est réputée confirmée.

§ 3. Si la Commission délivre l'autorisation d'exécution de chantier, sa décision comporte, le cas échéant, les informations visées à l'article 23, § 2. ».

**Art. 28.** L'article 28 du même décret est modifié comme suit :

« Art. 28. Les recours contre les décisions adoptées par la Commission doivent être introduits, par recommandé postal, auprès du Gouvernement, dans un délai de trente jours de la réception de la décision.

La Commission définit, dans un règlement, les modalités de ce recours. Ce règlement est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*. ».

**Titre III. — Exécution du chantier***CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Obligations préalables à l'ouverture d'un chantier*

**Art. 29.** A l'article 29 les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé par deux alinéas rédigés comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. A défaut d'accord entre le gestionnaire et le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier sur une autre forme de cautionnement, les travaux réalisés par le bénéficiaire doivent être couverts par un cautionnement destiné au recouvrement des frais exposés liés à la remise en état des lieux ou des frais exposés suite à la décision de recourir à des mesures d'office.

Ce cautionnement peut être constitué soit en numéraire ou en fonds publics, soit sous forme de cautionnement collectif. Il peut également être constitué par une garantie accordée par un établissement de crédit satisfaisant aux prescrits de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements ou toute autre forme déterminée par la Commission dans un règlement. Ce règlement est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*. »;

2° le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

« La Commission approuve, dans un règlement, le montant et les modalités de constitution, d'adaptation et de libération du cautionnement. Ce règlement est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*. »;

3° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La Commission approuve, dans un règlement, la liste des chantiers et des types de chantiers dont l'exécution n'affecte pas l'intégrité de la voirie ou du cours d'eau ou ne l'affecte que de façon minimale et qui sont dispensés de la constitution de la garantie visée au § 1<sup>er</sup>. Ce règlement est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*. »;

4° le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Aucun cautionnement n'est constitué lorsque le maître d'ouvrage est le gestionnaire. ».

**Art. 30.** L'article 30 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 30. Selon que le chantier fait ou non l'objet d'une coordination, le coordinateur-pilote, le demandeur de coordination ou le maître d'ouvrage informe les riverains et les usagers de la tenue du chantier. Cette information est, le cas échéant, faite par voie de lettre circulaire préalablement au chantier et obligatoirement par la pose d'affiche identifiant le gestionnaire de câbles et de canalisations ou le maître d'ouvrage durant les travaux. ».

**Art. 31.** L'article 31, § 1<sup>er</sup>, du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 31. § 1<sup>er</sup>. Par défaut, les lieux sont réputés conformes à l'état global du site. Si l'état est contesté par une des parties, le coordinateur-pilote ou le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier dans le cas de l'article 17 dresse, en présence du gestionnaire, un état des lieux de la voirie ou du cours d'eau avant chantier.

Cet état des lieux est dressé, sauf accord des parties, au plus tard sept jours avant le début des travaux. ».

**Art. 32.** A l'article 32 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « cinq » est remplacé par le mot « sept » et les mots « ainsi que la Commission » sont abrogés;

2° au § 1<sup>er</sup>, l'alinéa 2 est abrogé;

3° au § 2, les mots « ainsi que la Commission » et les mots « physiques ou morales » sont abrogés.

#### CHAPITRE II. — Obligations durant l'exécution du chantier

**Art. 33.** A l'article 34 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « immédiatement et » sont abrogés et les mots « gestionnaire » sont remplacés par les mots « maître de l'ouvrage »;

2° au § 1<sup>er</sup>, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Les tolérances appliquées en matière de localisation des installations sont, à minima, conformes aux prescriptions du Code de bonne pratique. »;

3° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, qui devient l'alinéa 3, les mots « Le gestionnaire » sont remplacés par les mots « Le maître de l'ouvrage ». Les mots « physique ou morale » sont abrogés;

4° au § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, les mots « gestionnaire » sont à chaque fois remplacés par les mots « maître de l'ouvrage »; les mots « physique ou morale » sont abrogés;

5° au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Dans les 24 heures au plus tard de » sont remplacés par les mots « Au plus tard à la fin du jour ouvrable suivant » et les mots « dans les meilleurs délais » sont insérés entre les mots « et prend » et les mots « toute mesure utile »;

6° le § 2, alinéa 3, est remplacé par ce qui suit :

« Selon que le chantier fait ou non l'objet d'une coordination, le maître d'ouvrage, le coordinateur-pilote et le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution du chantier sont avisés. »;

7° le § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Dans les 24 heures du délai prévu au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, si le propriétaire de l'installation découverte ne peut être identifié, le maître de l'ouvrage convoque toutes les personnes visées à l'article 8 susceptibles d'être le propriétaire à une réunion plénière au cours de laquelle sont décidées des mesures utiles conformément au code de bonne pratique. »;

8° au § 3, alinéa 2, et au § 4, le mot « gestionnaire » est remplacé par les mots « maître de l'ouvrage »;

9° au § 5, les mots « physique ou morale » sont supprimés. Le mot « gestionnaire » est remplacé par les mots « maître de l'ouvrage ». Les mots « de récolement » sont remplacés par les mots « portant sur l'état des lieux de sortie ». Les mots « l'article 38 » sont remplacés par les mots « l'article 36 ».

#### CHAPITRE III. — Obligations au terme du chantier

**Art. 34.** Dans le même décret, il est inséré un article 35 rédigé comme suit :

« Art. 35. § 1<sup>er</sup>. Avant la remise en état de la voirie ou du cours d'eau, et au fur et à mesure de l'exécution du chantier, les bénéficiaires de l'autorisation d'exécution de chantier collectent les informations nécessaires pour dresser le plan de récolement de leurs installations respectives.

§ 2. Au terme du chantier et au plus tard dans les six mois de l'état des lieux de sortie définitif, chacun dresse un plan de récolement de ses installations et en adresse un exemplaire au gestionnaire.

Ce plan doit figurer dans la plate-forme d'échange d'information visée à l'article 1<sup>er</sup>.

La Commission détermine, dans un règlement, la forme, le contenu et les conditions du plan de récolement. Ce règlement est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*.

Le Comité technique délivre une attestation certifiant que le plan de récolement a été introduit dans la plate-forme. ».

**Art. 35.** L'article 35 devient l'article 36.

Les §§ 1<sup>er</sup> et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le coordinateur-pilote ou, dans le cas visé à l'article 17, le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier organise, en présence du gestionnaire, une réunion portant sur l'état des lieux de sortie, à une date convenue.

Le procès-verbal de cet état des lieux de sortie est transmis, sauf accord des parties, au plus tard dans les sept jours de la tenue de la réunion visée à l'alinéa qui précède.

§ 2. Si l'état de sortie ne peut pas être dressé du fait du gestionnaire dans un délai raisonnable qui ne dépasse pas 30 jours à dater de la demande, la voirie ou le cours d'eau est réputé remis dans son pristine état à la fin du chantier. ».

**Art. 36.** L'article 36 devient l'article 37 et les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, les mots « visé à l'article 35 » sont remplacés par les mots « visé à l'article 36 »;

2° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. A l'issue des travaux visés au § 1<sup>er</sup> et à sa demande, le coordinateur-pilote ou, dans le cas visé à l'article 17, le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier organise, en présence du gestionnaire, une réunion portant sur l'état des lieux de sortie complémentaire, à une date convenue.

Cet état des lieux complémentaire est dressé, sauf accord des parties, au plus tard dans les sept jours de la demande visée à l'alinéa précédent. »;

3° au § 3, les mots « dans un délai raisonnable qui ne dépasse pas 30 jours à dater de la demande » sont insérés entre les mots « du fait du gestionnaire » et les mots « la voirie ou le cours d'eau »;

4° au § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots : « le gestionnaire peut exécuter ou faire exécuter d'office les travaux complémentaires en ses lieu et place et à ses frais » sont remplacés par « le gestionnaire met en demeure le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier défaillant de procéder aux travaux complémentaires »;

5° au § 5, un alinéa 2 est inséré et rédigé comme suit :

« A défaut pour le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier de débiter les travaux dans les sept jours à dater de la réception de la mise en demeure, le gestionnaire est autorisé à prendre d'office toutes mesures utiles aux frais du bénéficiaire défaillant. ».

**Art. 37.** L'article 37 devient l'article 38 et les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « cinq » est remplacé par le mot « sept », les mots « à l'article 3 » sont remplacés par les mots « à l'article 17 »;

2° à l'alinéa 2, les mots « à la Commission » sont remplacés par les mots « au Comité technique ».

**Art. 38.** Dans le même décret, il est inséré un article 38bis rédigé comme suit :

« Art. 38bis. La remise des attestations prévues aux articles 35 et 38 entraînent la libération du cautionnement ».

**Art. 39.** L'article 38 du même décret est abrogé.

#### CHAPITRE IV. — *Interruption de chantier*

**Art. 40.** A l'article 39 du même décret, le mot « vingt » est remplacé par le mot « quinze ».

A l'article 39 du même décret, le mot « détaillant » est remplacé par le mot « défaillant ».

**Art. 41.** A l'article 40, alinéa 2, du même décret, le mot « cinq » est remplacé par le mot « sept ».

#### CHAPITRE V. — *Les mesures d'office*

**Art. 42.** A l'article 41 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « des articles 31, § 2, 34, §§ 2 et 3, 36, §§ 4 et 5 et 40 » sont remplacés par les mots « des articles 31, § 2, 34, §§ 2 et 3, 37, §§ 4 et 5 et 40 » et les mots « à l'article 18 » sont remplacés par les mots « à l'article 22 »; les mots « à la Commission » sont remplacés par « au Comité technique »;

2° à l'alinéa 2, les mots « et le Comité technique réalise une expertise » sont ajoutés en fin d'alinéa.

**Art. 43.** L'article 42 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 42. Dans les cas où l'expertise révèle un manquement, le montant des dépenses résultant de l'application des mesures d'office, non payé à son échéance, est imputé de plein droit par la Commission au profit du gestionnaire compétent sur le cautionnement ou est recouvré par lui par toutes voies de droit. ».

#### Titre IV. — *L'information*

**Art. 44.** L'article 43 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 43. Le Gouvernement crée un portail informatique sécurisé permettant la collecte, la validation, la structuration et la circulation des informations, la gestion de la programmation, de la coordination et des autorisations d'ouverture de chantier.

Les personnes visées à l'article 8 sont tenues d'adhérer à la plate-forme et d'en utiliser les fonctionnalités au fur et à mesure de leur développement. ».

**Art. 45.** L'article 44 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 44. Sans préjudice de l'application du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'Administration, le Gouvernement approuve, sur proposition de la Commission, les personnes qui ont accès à tout ou partie des renseignements mis à disposition ainsi que les modalités de cet accès ».

#### Titre V. — *Sanctions*

##### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *La recherche et la constatation des infractions*

**Art. 46.** A l'article 45 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1<sup>er</sup> est modifié comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, le Gouvernement wallon désigne les agents chargés de constater et de rechercher les infractions au présent décret.

Les fonctionnaires et agents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ont la qualité d'agents ou d'officiers de police judiciaire et doivent prêter serment devant le Tribunal de Première Instance de leur résidence administrative. En cas de changement de résidence, ils ne doivent pas prêter de nouveau serment. »;

2° un nouveau § 2 est introduit comme suit :

« § 2. Sans préjudice des compétences dévolues au bourgmestre et à la police locale, le conseil communal peut désigner des agents communaux, intercommunaux et d'associations de projets dans le cadre de missions à caractère régional conformément aux dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et qui seront chargés de contrôler le respect des dispositions du présent décret. »;

3° un nouveau § 3 est introduit comme suit :

« § 3. Sur les voiries et cours d'eau gérés par les provinces, sur proposition du Collège provincial, les agents provinciaux sont désignés et habilités spécialement par le Conseil provincial pour constater et poursuivre les infractions. »;

4° les §§ 2 et 3 deviennent respectivement les §§ 4 et 5;

5° au nouveau § 4, les mots « visés au § 1<sup>er</sup> » sont remplacés par « visés aux §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 3 »;

6° au nouveau § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « visés au § 1<sup>er</sup> » sont remplacés par « visés aux §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 3 »;

7° au nouveau § 5, 1°, le mot « cinq » est remplacé par le mot « sept »;

8° au nouveau § 5, 2°, le mot « cinq » est remplacé par le mot « sept ».

#### CHAPITRE II. — *Les infractions et les amendes administratives*

**Art. 47.** A l'article 46 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, 4°, les mots « et de l'introduire dans la banque de données en application de l'article 38 » sont abrogés;

2° au § 1<sup>er</sup>, 5°, les mots « de quelque manière que ce soit » sont abrogés;

3° au § 1<sup>er</sup>, le 7° est remplacé par ce qui suit :

« 7° ne respectent pas les impositions prévues à l'article 30. ».

**Art. 48.** A l'article 47 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « et § 2 » sont ajoutés après les mots « à l'article 45, § 1<sup>er</sup> »;

2° au § 4, alinéa 4, du même décret, les mots « la Commission » sont remplacés par les mots « le Comité technique ».

**Art. 49.** A l'article 48 du même décret, les mots « à l'article 22, § 1<sup>er</sup> » sont remplacés par « à l'article 29 » et les mots « par le Gouvernement » sont remplacés par « par la Commission dans un règlement. Ce règlement est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*. ».

#### Titre VI. — **Dispositions abrogatoires et transitoires**

**Art. 50.** Dans le même décret, à l'intitulé du Titre VI, le mot « finales, » est inséré entre le mot « Dispositions » et le mot « abrogatoires ».

**Art. 51.** Un article *48bis* est inséré et rédigé comme suit :

« Art. *48bis*. Les personnes visées à l'article 8 sont tenues de vectoriser leurs informations afférentes à la localisation de leur réseau dans les 10 ans de l'entrée en vigueur du présent décret selon les conditions et modalités définies dans un règlement adopté par la Commission. Ce règlement est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*.

Les personnes qui sont en défaut de se conformer à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'exécutent aucun chantier jusqu'à leur mise en conformité.

La Commission peut déterminer, dans un règlement, les motifs légitimes pour lesquels il peut être dérogé à l'alinéa 2. Ce règlement est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge*. ».

**Art. 52.** L'article 52 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 52. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement wallon et au plus tard le 31 décembre 2014 à l'exception des articles 2 à *7bis* qui entrent en vigueur 15 jours suivant leur publication au *Moniteur belge*. Le Gouvernement pourra fixer des dates d'entrée en vigueur distinctes pour les différentes dispositions du présent décret. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 novembre 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

(1) *Session 2013-2014.*

*Documents du Parlement wallon*, 849 (2012-2013). N<sup>os</sup> 1 à 6.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 27 novembre 2013.

Discussion.

Vote.



## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/207123]

**28. NOVEMBER 2013 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Titel I — Allgemeines****KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen**

**Artikel 1** - In Artikel 1 des Dekrets vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Punkt 2° werden die Wörter "natürliche oder juristische" gestrichen;

2° In Punkt 3° werden die Wörter "natürliche oder juristische" gestrichen;

3° Punkt 6° wird folgendermaßen ergänzt: "oder die Person, der die besagte Behörde die Verfügbarkeit oder Verwaltung dieser Straße oder dieses Wasserlaufs eingeräumt hat";

4° Es wird ein Punkt 7° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"7° "Verwalter von Kabeln und Leitungen": die Person, die im Rahmen ihrer beruflichen Tätigkeiten oder der Aufgaben öffentlichen Interesses Kabel und/oder Leitungen unter, auf oder über einer Straße oder einem Wasserlauf verwaltet;";

5° Punkt 7° wird zum Punkt 8°. Die Wörter "natürliche oder juristische" werden gestrichen;

6° Punkt 8° wird zum Punkt 9°;

7° Punkt 9° wird zum Punkt 10°;

8° Punkt 10° wird durch Folgendes ersetzt:

"11° "Austausch- und Informationsplattform": gesichertes Internetportal, das die Sammlung, Validierung, Strukturierung und Übermittlung der zur Durchführung des vorliegenden Dekrets erforderlichen Informationen, die Verwaltung der Programmierung, der Koordinierung und der Genehmigungen für Baustelleneröffnungen ermöglicht;";

9° Punkt 11° wird durch Folgendes ersetzt:

"12° "Inhaber der Genehmigung zur Durchführung von Baustellen" oder "Genehmigungsinhaber": die Person, die die Durchführung der Arbeiten beabsichtigt, und kraft des in Titel II, Kapitel IV vorgesehenen Verfahrens allein oder durch die Vermittlung eines Pilotkoordinators eine Genehmigung zur Durchführung einer Baustelle beantragt und erhalten hat;";

10° Punkt 12° wird zum Punkt 13°. Das Wort "Anlage" wird durch das Wort "Referenzdokument" ersetzt. Die Angabe "RW99" wird gestrichen;

11° Es wird ein Punkt 14° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"14° "Baustellengrundfläche": die durch das für eine angemessene Durchführung der Baustelle erforderliche Volumen abgegrenzte(n) Zone(n)";

12° Es wird ein Punkt 15° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"15° "Umkreis der Baustelle": die durch die Länge der geplanten Arbeiten und durch die Breite des öffentlichen Eigentums abgegrenzte(n) Zone(n)";

13° Es wird ein Punkt 16° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"16° "Regelung": das von der in Artikel 2 des Dekrets eingerichteten Kommission erarbeitete Dokument mit einem allgemeinen Geltungsbereich, das in all seinen Bestandteilen verpflichtend ist. Es kann nur in den ausdrücklich in dem vorliegenden Dekret vorgesehenen Fällen angenommen werden und ist erst wirksam, nachdem es von der Wallonischen Regierung genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* genehmigt worden ist."

**KAPITEL II — Kommission****Abschnitt 1 — Kommission**

**Art. 2** - In Artikel 2 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Punkt 1° werden die Wörter "natürlichen oder juristischen" gestrichen;

2° Punkt 3° wird außer Kraft gesetzt;

3° Punkt 4° wird zum Punkt 3°. Die Wörter "zu dem Artikel 43 genannten Informationsaustauschsystem" werden durch die Wörter "zu der in Artikel 43 erwähnten Informationsplattform" ersetzt und das Wort "dessen" wird durch das Wort "deren" ersetzt;

4° Punkt 5° wird zum Punkt 4°;

5° Es wird ein Punkt 5° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"5° der Regierung die Mitglieder des technischen Ausschusses vorschlagen";

6° Es wird ein Punkt 6° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"6° die Durchführung des vorliegenden Dekrets bewerten";

7° Es wird ein Punkt 7° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"7° bei der Abfassung der Texte bezüglich der Problematik der Verwalter von Kabeln und Leitungen mitwirken";

8° Es wird ein Punkt 8° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"8° über die Beschwerden gegen die Beschlüsse bezüglich der in den Artikeln 26 bis 28 erwähnten Genehmigungsanträge befinden";

9° Es wird ein Punkt 9° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"9° über die durch und aufgrund des vorliegenden Dekrets vorgesehenen Pfändungen der Sicherheitsleistung und Bürgschaft befinden";

10° Es wird ein Punkt 10° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"10° die in den Artikeln 8, 11 und 45 erwähnten Sendungen in Empfang nehmen";

11° Es wird ein Punkt 11° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"11° die anderen Aufgaben durchführen, die ihr aufgrund des vorliegenden Dekrets zufallen".

**Art. 3 -** Artikel 3 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 3 - Die Zusammensetzung der Kommission ist die Folgende:

1° acht effektive Vertreter der Verwalter, worunter zwei von der "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie) vorgeschlagene Verwalter der Gemeindestraßen, zwei Verwalter der Wasserläufe (ein Verwalter der schiffbaren Wasserläufe und ein Verwalter der nichtschiffbaren Wasserläufe), ein von der "Association des Provinces wallonnes" (Vereinigung der Wallonischen Provinzen) vorgeschlagener Provinzialverwalter, zwei Verwalter der Regionalstraßen und ein Verwalter des strukturierenden Netzes;

2° acht Vertreter der Verwalter von Kabeln und Leitungen, worunter ein Vertreter der Verwalter von öffentlichen Kabeln und Leitungen;

3° zwei Vertreter der wirtschaftlichen Entwicklungsträger, zu deren Gesellschaftszweck die Ansiedlung neuer wirtschaftlicher Aktivitäten, ihre Umstellung oder ihr Aufschwung gehören;

4° acht Vertreter der Unternehmer;

5° zwei Vertreter des in Artikel 7 erwähnten technischen Ausschusses;

6° ein Vertreter der geomatischen Koordination."

**Art. 4 -** In Artikel 4 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

§ 1. In Absatz 1 wird nach den Wörtern "denen eine Vertrauensverpflichtung auferlegt wird" folgender Satz hinzugefügt: "Die Mitglieder werden für ein Mandat von fünf Jahren bezeichnet."

§ 2. Die Wörter "der Minister und" werden gestrichen und die Wörter "in Artikel 8 genannten" werden durch die Wörter "in Artikel 3 genannten" ersetzt.

**Art. 5 -** In Artikel 5 desselben Dekrets wird der Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

"Die Wallonische Regierung bezeichnet unter den Vertretern der Verwalter den Vorsitzenden der Kommission auf deren Vorschlag".

In Absatz 2 des Artikels 5 desselben Dekrets wird das Wort "fünf" durch das Wort "sieben" ersetzt.

**Art. 6 -** In Artikel 6, Absatz 1 desselben Dekrets werden die Wörter "auf der Grundlage der vorherig von der Regierung bestimmten allgemeinen Grundsätze" gestrichen.

#### *Abschnitt 2 — Technischer Ausschuss*

**Art. 7 -** In Artikel 7 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "Die Regierung wird dazu befugt, einen technischen Ausschuss zu bilden" durch die Wörter "Die Kommission richtet einen technischen Ausschuss ein," ersetzt;

2° in Absatz 1, 1° werden die Wörter "natürlichen oder juristischen" und das Wort "etwaigen" gestrichen;

3° in Absatz 1 wird ein Punkt 2° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"2° die in den Artikeln 8, 11, 23, 38 und 47 erwähnten Sendungen in Empfang nehmen";

4° in Absatz 1 wird der Punkt 2° zum Punkt 3°. In dem neuen Punkt 3° werden die Wörter "in dem in Artikel 43 genannten Informationsaustauschsystem" durch die Wörter "in der in Artikel 43 genannten Informationsaustauschplattform" ersetzt;

5° in Absatz 1 wird der Punkt 3° zum Punkt 4°; In dem neuen Punkt 4° werden die Wörter "in das Informationsaustauschsystem" durch die Wörter "in der Informationsaustauschplattform" ersetzt. Die Wörter "Artikel 38" werden durch die Wörter "Artikel 35" ersetzt;

6° in Absatz 1 wird der Punkt 4° zum Punkt 5°. In dem neuen Punkt 5° werden die Wörter "natürlichen oder juristischen" gestrichen; In dem neuen Punkt 5° werden die Wörter "des Informationsaustauschsystems" durch die Wörter "der Informationsaustauschplattform" ersetzt;

7° in Absatz 1 wird der Punkt 5° zum Punkt 6°;

8° in Absatz 1 wird ein Punkt 7° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"7° ein Sachverständigengutachten über die Beschwerden gegen die in den Artikeln 26 bis 28 erwähnten Genehmigungsanträge durchführen,";

9° in Absatz 1 wird ein Punkt 8° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"8° jede Beschwerde gegen einen vom Verwalter über einen der Kommission aufgrund des Artikels 2, 8° unterbreiteten Genehmigungsantrag gefassten Beschluss untersuchen,";

10° in Absatz 1 wird ein Punkt 9° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"9° ein Sachverständigengutachten über die infolge der vom Straßenverwalter beschlossenen und in Artikel 41 erwähnten Maßnahmen von Amts wegen ausgeführten Arbeiten durchführen,";

11° in Absatz 1 wird ein Punkt 10° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"10° jede Akte bezüglich der der Kommission aufgrund des Artikels 42 unterbreiteten Pfändung der Sicherheitsleistung oder Bürgschaft untersuchen,";

12° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"Die Kommission kann dem technischen Ausschuss mit der Zustimmung der Wallonischen Regierung andere Aufgaben erteilen."

**Art. 8 -** In dasselbe Dekret wird ein Artikel 7*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 7*bis* - Die Regierung ernennt auf Vorschlag der Kommission die Mitglieder des Ausschusses. Sie kann die Betriebskosten des technischen Ausschusses finanzieren."

## Titel II — Verpflichtungen vor der Durchführung einer Baustelle

### KAPITEL I — Verpflichtung, sich zu melden

**Art. 9** - In Artikel 8 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in den Absätzen 1 und 2 werden die Wörter "natürlichen oder juristischen" gestrichen;

2° im 3<sup>ten</sup> Gedankenstrich werden die Wörter: "die Energietransport- und -versorgungsgesellschaften" durch die Wörter "die Verwalter von Transport- und Energieversorgungsnetzen" ersetzt;

3° in Absatz 3 wird der neue Text wie folgt:

"Die Kommission bestimmt in einer Regelung die Art und Weise, wie die in den vorigen Absätzen genannten Personen sich bei der Kommission melden, sowie die Informationen, die der Kommission zuzusenden sind. Diese Regelung wird von der Regierung genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht."

**Art. 10** - In Artikel 9 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "natürlichen oder juristischen" gestrichen;

2° in Absatz 2 werden die Wörter "Die Regierung" durch die Wörter "Die Kommission" ersetzt;

3° in Absatz 2 werden die Wörter "in einer Regelung" zwischen das Wort "kann" und "berechtigte Gründe" eingefügt. Die Wörter: "Diese Regelung wird von der Regierung genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht." werden hinzugefügt.

4° ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"In Anwendung des Artikels 28 können die in Artikel 8 erwähnten Personen gegen den Beschluss des in Absatz 1 vorgesehenen Verbots der Durchführung einer Baustelle bei der Regierung Beschwerde einreichen."

### KAPITEL II — Die Planung der Baustellen

**Art. 11** - In Artikel 10 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "natürlichen oder juristischen" gestrichen;

2° in Absatz 2 wird der Text durch Folgendes ersetzt:

"Die Kommission bestimmt in einer Regelung die Liste der Baustellen und der Kategorien von Baustellen, die insbesondere wegen der Dringlichkeit, eines Beschlusses der Gerichtsbehörden, gegen den kein Einspruch mehr eingelegt werden kann, oder ihres geringen Umfangs nicht in die Planung aufgenommen werden müssen. Diese Regelung wird von der Regierung genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht."

**Art. 12** - In Artikel 11 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"Die in Artikel 8 genannten Personen senden der Kommission mindestens einmal im Jahr die Planung ihrer Baustellenprojekte zu, unter Berücksichtigung ihrer eigenen Verpflichtungen.;"

2° zwischen die Absätze 1 und 2 werden drei Absätze mit folgenden Wortlauten eingefügt:

"Die Arbeiten dürfen nicht innerhalb einer Frist von weniger als sechs Monaten ab dem Zeitpunkt der Übermittlung ihrer Planung an die Kommission begonnen werden.

Die Kommission ist ab dem Eingang der Planung damit beauftragt, den in Artikel 8 erwähnten Personen die Baustellenplanungen zu übermitteln.

Für die Verwalter von Kabeln und Leitungen, die im Rahmen einer liberalisierten Tätigkeit handeln, kann die in Absatz 2 erwähnte Frist auf 4 Monate verkürzt werden. Der Beschluss betreffend den Verkürzungsantrag wird von der Kommission in einer Regelung gefasst. Diese Regelung wird von der Regierung genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.;"

3° im neuen Absatz 5° wird der Text folgendermaßen abgeändert:

"Die Kommission bestimmt in einer Regelung die Form und den Inhalt der Planung fest. Diese Regelung wird von der Regierung genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht."

### KAPITEL II — Die Koordinierung der Baustellen

#### Abschnitt 1 — Allgemeines

**Art. 13** - In Artikel 12 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "natürlichen oder juristischen" gestrichen;

2° in Absatz 2 werden die Wörter "Die Regierung erstellt die Liste der Baustellen und der Kategorien von Baustellen" durch die Wörter "Die Kommission legt in einer Regelung die Liste der Baustellen und der Kategorien von Baustellen fest" ersetzt.;

3° in Absatz 2 wird Folgendes hinzugefügt:

"Diese Regelung wird von der Regierung genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht."

**Art. 14** - In Artikel 13 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1, Absatz 2 werden die Wörter "Artikel 37" durch die Wörter "Artikel 38" ersetzt.

2° in § 2 werden die Wörter "natürlichen oder juristischen" gestrichen;

3° es wird ein § 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 3. Für die Arbeiten, die aufgrund des Musterlastenheftes der Wallonischen Region einer Garantiefrist von fünf Jahren unterliegen, wird die in § 1, Absatz 1 erwähnte Frist von zwei Jahren auf fünf Jahre verlängert.;"

4° ein § 4 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"§ 4. Die Kommission kann in einer Regelung die Fristen verkürzen, weil eine Anschluss-, Versorgungs- oder Verstärkungsverpflichtung vorliegt, aus Gründen der öffentlichen Sicherheit oder Gesundheit, oder in allen anderen von ihr festgesetzten Fällen. Diese Regelung wird von der Regierung genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht."

## Abschnitt 2 — Verfahren

## Unterabschnitt 1 — Antrag auf Koordination

**Art. 15** - In Artikel 14 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1, Absatz 1 werden die Wörter "natürlichen oder juristischen" gestrichen und die Wörter "und von der Regierung bestimmten Umkreis" durch die Wörter "Umkreis unter Berücksichtigung einer Vorankündigungsfrist von mindestens vier Monaten" ersetzt;

2° der § 1, Absatz 2 wird gestrichen und durch Folgendes ersetzt:

"Die Kommission bestimmt in einer Regelung den Inhalt und die Form dieses Antrags und legt den Begriff des in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Umkreises fest. Diese Regelung wird von der Regierung genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht."

3° in § 2 werden die Wörter "natürlichen oder juristischen" gestrichen und die Wörter "zehn Tagen" durch die Wörter "fünfzehn Tagen" ersetzt;

4° in § 3 werden die Wörter "natürlichen oder juristischen" gestrichen.

## Unterabschnitt 2 — Benennung des Pilotkoordinators

**Art. 16** - In Artikel 15 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1, Absatz 1 werden die Wörter "die natürlichen und juristischen Personen, die ihr Interesse gemeldet haben" durch die Wörter "die in Artikel 8 erwähnten Personen" und wird das Wort "zehn" durch das Wort "fünfzehn" ersetzt;

2° in § 1, wird der Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

"Die Kommission bestimmt in einer Regelung den Inhalt und die Form der Einberufung, die insbesondere einen Antrag auf Mitteilung des Plans umfasst. Diese Regelung wird von der Regierung genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht."

3° in § 2 wird der 3<sup>te</sup> Gedankenstrich durch die Wörter "Vorentwurfspläne auszutauschen" ersetzt.

4° in § 2 wird der 4<sup>te</sup> Gedankenstrich folgendermaßen ergänzt:

"In dieser Vereinbarung werden die Rechte und Pflichten der Beteiligten, sowie die eventuellen Fristen und Strafmaßnahmen festgelegt";

5° in § 3, Absatz 1 werden die Wörter "der nicht der von der Baustelle betroffene Verwalter sein darf" gestrichen;

6° in § 3, wird der Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Wird kein Einvernehmen erzielt, so wird der Antragsteller der Koordination als Pilotkoordinator benannt.";

7° es wird ein § 5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 5. Die Kosten für diese Koordination, einschließlich der mit dem Pilotkoordinator verbundenen Kosten, werden unter den Akteuren der Koordination verteilt, und zwar entweder im gegenseitigen Einvernehmen oder aufgrund eines Verteilungsschlüssels zwischen den Akteuren im Rahmen einer von der Kommission verabschiedeten Regelung. Diese Regelung wird von der Regierung genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.";

8° es wird ein § 6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 6. Die Kommission erstellt in einer Regelung die Gehaltstabelle des Pilotkoordinators. Diese Regelung wird von der Regierung genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.";

9° es wird ein § 7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 7. Der Antragsteller der Koordination nimmt ein Protokoll von der Koordinationsversammlung auf, das allen anwesenden oder einberufenen Parteien binnen sieben Tag nach der Versammlung zugesandt wird.

Die Kommission erstellt in einer Regelung das Muster des Protokolls. Diese Regelung wird von der Regierung genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.";

10° es wird ein § 8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 8. Die bei der Koordinationsversammlung anwesenden oder einberufenen Personen übermitteln ihr Einverständnis, ihre Beobachtungen oder die innerhalb von sieben Tagen ab dem Erhalt des in § 7 erwähnten Protokolls ersuchten Auskünfte."

## KAPITEL IV — Genehmigung zur Durchführung der Baustelle

## Abschnitt 1 — Ausarbeitung der Akte zum Antrag auf Genehmigung zur Durchführung der Baustelle

## Unterabschnitt 1

## Ausarbeitung der gemeinsamen Akte zum Antrag auf Genehmigung zur Durchführung der Baustelle

**Art. 17** - In Artikel 16 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die §§ 1 und 2 werden gestrichen.

2° in dem neuen § 1 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 wird das Wort "vierzig" durch das Wort "dreißig" ersetzt und werden die Wörter "mit Ausnahme des Verwalters, bei dem er den Antrag einreichen muss" gestrichen;

b) der Absatz 1 wird folgendermaßen geändert: die Wörter "die auf die Regeln der guten fachlichen Praxis hinweist" werden durch die Wörter "die auf die mit der Kommission vereinbarten Regeln der guten fachlichen Praxis hinweist" ersetzt;

c) in Absatz 2 werden die Wörter "Die Regierung bestimmt" durch die Wörter "Die Kommission bestimmt in einer von der Regierung genehmigten und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Regelung" ersetzt;

d) in Absatz 2, 2° werden die Wörter "die Grundfläche" durch die Wörter "den Umkreis" ersetzt;

e) in Absatz 2, 3° wird das Wort "gegebenenfalls" zwischen die Wörter "die auszuführenden Bauwerke" und die Wörter "die geplante Demontage" eingefügt und werden die Wörter "der Anlagen" durch die Wörter "von Anlagen" ersetzt;

f) in Absatz 2, 5° wird das Wort "mit Angabe" durch das Wort "unter Mitteilung" ersetzt;

3° der § 4 wird zum § 2. In dem neuen § 2 wird das Wort "fünf" durch das Wort "sieben" ersetzt und das Wort "relevanten" gestrichen;

4° der § 5 wird zum § 3. In dem neuen § 3, Absatz 1 werden die Wörter "in § 1 bis § 4 genannten" durch die Wörter "in den §§ 1 und 2 genannten" ersetzt;

5° in dem neuen § 3, Absatz 2 wird "§ 3" durch "§ 1" ersetzt. Die Wörter "den Monaten Juli und August" durch die Wörter "den Schulferien" ersetzt.

#### Unterabschnitt 2

Ausarbeitung der vereinfachten Akte zum Antrag auf Genehmigung zur Durchführung der Baustelle

**Art. 18** - In Artikel 17 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch folgenden Wortlaut ergänzt: die Wörter "die auf die Regeln der guten fachlichen Praxis hinweist" werden durch die Wörter "die auf die mit der Kommission vereinbarten Regeln der guten fachlichen Praxis hinweist" ersetzt;

2° in Absatz 2° werden die Wörter "Die Regierung bestimmt" durch die Wörter "Die Kommission bestimmt in einer von der Regierung genehmigten und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Regelung" ersetzt;

3° in Absatz 2, 2° werden die Wörter "die Grundfläche" durch die Wörter "den Umkreis" ersetzt;

4° in Absatz 2, 3° wird das Wort "gegebenenfalls" zwischen die Wörter "die auszuführenden Bauwerke" und die Wörter "die geplante Demontage" eingefügt. Die Wörter "der Anlagen" werden durch die Wörter "von Anlagen" ersetzt;

5° in Absatz 2, 4° wird das Wort "vorgesehene" gestrichen.

6° in Absatz 2, 5° wird das Wort "mit Angabe" durch das Wort "unter Mitteilung" ersetzt.

#### Unterabschnitt 3 — Befreiungen

**Art. 19** - Artikel 19 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 19 - Die Kommission genehmigt in einer Regelung die Liste der Baustellen und der Kategorien von Baustellen, die insbesondere wegen der Dringlichkeit, eines Beschlusses der Gerichtsbehörden, gegen den kein Einspruch mehr eingelegt werden kann, einer Mahnung der Europäischen Kommission, wenn das Genehmigungsverfahren die Durchführung der Arbeiten binnen der durch das europäische Recht vorgeschriebenen Frist unmöglich macht, oder ihres geringen Umfangs von der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle befreit sind. Diese Regelung wird von der Regierung genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht."

#### Abschnitt 2 — Einreichung und Untersuchung des Antrags

**Art. 20** - In Artikel 20, Absatz 1 desselben Dekrets werden die Wörter "in Artikel 16, § 4 genannten" durch die Wörter "in Artikel 16, § 2" ersetzt.

**Art. 21** - In Artikel 21 desselben Dekrets wird das Wort "zehn" durch das Wort "sieben" ersetzt.

**Art. 22** - In Artikel 22, § 1, Absatz 2 desselben Dekrets werden die Wörter "die Länge" durch die Wörter "der Umkreis" ersetzt.

#### Abschnitt 3 — Der Beschluss

**Art. 23** - In Artikel 23 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der § 1, Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"Je nachdem ob die Baustelle Gegenstand einer Koordination ist oder nicht, wird der Beschluss des Verwalters zur Erteilung oder Ablehnung der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle dem Pilotkoordinator, dem Antragsteller auf Koordination oder dem in Artikel 17 genannten Bauherrn, dem technischen Ausschuss und gegebenenfalls den in Artikel 22 genannten Verwaltern per Sendung zugestellt.;

2° der § 2, Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"Die Kommission bestimmt in einer Regelung, die von der Regierung genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird, die Form und den Inhalt des Beschlusses, der hinsichtlich der technischen Bedingungen zur Durchführung der Baustelle nicht zur Folge haben darf, die Örtlichkeiten in einen anderen Zustand als den ursprünglichen Zustand wieder instandzusetzen, und der mindestens folgende Informationen enthält: ;

3° in § 2, 2° werden die Wörter "die Grundfläche" durch die Wörter "den Umkreis" ersetzt; Das Wort "gegebenenfalls" wird zwischen die Wörter "der geplanten Arbeiten sowie" und die Wörter "die geplante Demontage" eingefügt;

4° in § 2, 5° wird das Wort "mit Angabe" durch das Wort "unter Mitteilung" ersetzt.

**Art. 24** - In Artikel 24 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1, Absatz 2 wird das Wort "fünf" durch das Wort "sieben" ersetzt;

2° in § 1, Absatz 3 werden die Wörter "Wird kein Beschluss zugestellt" durch die Wörter "In Ermangelung einer Antwort" ersetzt;

3° in § 2 werden die Wörter "wegen des Fehlens einer Antwort oder" zwischen das Wort "nur" und das Wort "aus" eingefügt;

4° in § 3 werden die Wörter "der Monate Juli und August" durch die Wörter "den Schulferien" ersetzt.

#### Abschnitt 4 — Verfall der Genehmigung

**Art. 25** - 1° in Artikel 25, § 2, Absatz 2 desselben Dekrets werden die Wörter "der Kommission" durch die Wörter "dem Koordinator und dem technischen Ausschuss" ersetzt;

2° in Artikel 25, § 2 wird eine Absatz 3 eingefügt:

"Für die Baustellen, die nicht Gegenstand einer Koordination sind, wird die Verlängerung der Genehmigung dem Bauherrn mitgeteilt."

#### Abschnitt 5 — Beschwerden

**Art. 26** - Artikel 26 desselben Dekrets wird folgendermaßen abgeändert:

"Art. 26 - § 1. Die in Artikel 8 genannten Personen können binnen dreißig Tagen nach dem Empfang des Beschlusses über die Genehmigung der Durchführung der Baustelle oder der Ablehnung der Verlängerung der in Artikel 25 erwähnten Gültigkeit einer Genehmigung und oder des Verbots der Durchführung der Baustelle oder der in Artikel 24 vorgesehenen fehlenden Antwort bei der Kommission per Einschreiben bei der Post Beschwerde einreichen.

§ 2. Der technische Ausschuss wird mit der Untersuchung der Beschwerde beauftragt. Innerhalb von zehn Tagen nach Erhalt der Beschwerde übermittelt er dem betroffenen Straßenverwalter eine Kopie davon.

§ 3. Der technische Ausschuss kann sich alle Auskünfte und Unterlagen zukommen lassen, die er für die Prüfung der Beschwerde als notwendig erachtet, und Zeugen anhören.

§ 4. Der technische Ausschuss hört den Beschwerdeführer oder seinen Berater, den Verwalter oder seinen Beauftragten auf deren Antrag an.

Wenn eine Partei beantragt, angehört zu werden, werden die anderen Parteien vorgeladen.“

**Art. 27** - Artikel 27 desselben Dekrets wird folgendermaßen abgeändert:

“§ 1. Die Kommission stellt den Parteien binnen sechzig Tagen ab dem Empfang der Beschwerde ihren Beschluss zu. Wenn die Parteien angehört werden, wird die Frist um fünfzehn Tage verlängert.

§ 2. In Ermangelung einer Zustellung des Beschlusses innerhalb der vorerwähnten Fristen gilt der ursprüngliche, wenn auch stillschweigende Beschluss als bestätigt.

§ 3. Wenn die Kommission eine Genehmigung zur Durchführung der Baustelle ausstellt, enthält ihr Beschluss gegebenenfalls die in Artikel 23, § 2 erwähnten Informationen.“

**Art. 28** - Artikel 28 desselben Dekrets wird folgendermaßen abgeändert:

“Art. 28 - Die Beschwerden gegen die von der Kommission verabschiedeten Beschlüsse müssen innerhalb von dreißig Tagen ab dem Empfang des Beschlusses bei der Regierung per Einschreiben bei der Post eingereicht werden.

Die Kommission bestimmt in einer Regelung die Modalitäten dieser Beschwerde. Diese Regelung wird von der Regierung genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.“

### **Titel III — Durchführung der Baustelle**

#### *KAPITEL I — Vor der Eröffnung einer Baustelle einzuhaltende Verpflichtungen*

**Art. 29** - In Artikel 29 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der § 1, Absatz 1 wird durch zwei Absätze mit folgenden Wortlauten ersetzt:

“ § 1. Wenn keine Vereinbarung zwischen dem Verwalter und dem Inhaber der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle über eine andere Art von Sicherheitsleistung zustande gekommen ist, müssen die vom Genehmigungsinhaber durchgeführten Arbeiten durch eine Sicherheitsleistung gedeckt sein, die zur Zurückzahlung der ausgelegten Kosten in Verbindung mit der Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten oder infolge des Beschlusses, Maßnahmen von Amts wegen einzuleiten, bestimmt ist.

Diese Sicherheitsleistung kann entweder aus Bargeld oder aus öffentlichen Mitteln, oder in der Form einer kollektiven Sicherheitsleistung bestehen. Sie kann ebenfalls durch eine Bürgschaft gebildet werden, die von einem Kreditinstitut gewährt wird, das den Vorschriften des Gesetzes vom 22. März 1993 über den Status und die Kontrolle der Kreditinstitute genügt, oder durch jede andere, von der Kommission in einer Regelung festgelegten Form. Diese Regelung wird von der Regierung genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.“;

2° der § 1, Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

“Die Kommission genehmigt in einer Regelung den Betrag und die Modalitäten für die Bildung, Anpassung und Auszahlung der Sicherheitsleistung. Diese Regelung wird von der Regierung genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.“;

3° der § 2 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 2. Die Kommission genehmigt in einer Regelung die Liste der Baustellen und der Arten von Baustellen, deren Durchführung die Unversehrtheit der Straßen oder des Wasserlaufs nicht oder kaum beeinträchtigt, und die von der Bildung der in § 1 genannten Bürgschaft befreit sind. Diese Regelung wird von der Regierung genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.“;

4° der § 3 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 3. Es wird keine Sicherheitsleistung gebildet, wenn der Bauherr der Verwalter ist.“

**Art. 30** - Artikel 30 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 30 - Je nachdem ob die Baustelle Gegenstand einer Koordination ist oder nicht, informiert der Pilotkoordinator, der Antragsteller auf Koordination oder der Bauherr die Anwohner und Verkehrsteilnehmer über die Durchführung der Baustelle. Diese Information erfolgt gegebenenfalls durch ein Rundschreiben vor Eröffnung der Baustelle und zwangsläufig durch Anschlag mit Angabe des Verwalters der Kabel und Leitungen oder des Bauherrn während den Arbeiten.“

**Art. 31** - Artikel 31, § 1 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 31 - § 1. Standardmäßig gelten die Örtlichkeiten als übereinstimmend mit dem globalen Zustand des Geländes. Wenn der Zustand von einer der Parteien angefochten wird, erstellt der Pilotkoordinator oder der Inhaber der Genehmigung zur Durchführung von Baustellen im Falle des Artikels 17 in Anwesenheit des Verwalters einen Ortsbefund der Straße oder des Wasserlaufs vor Beginn der Baustelle.

Dieser Ortsbefund wird spätestens sieben Tage vor Beginn der Arbeiten erstellt, außer wenn die Parteien eine andere Vereinbarung treffen.“

**Art. 32** - In Artikel 32 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1, Absatz 1 wird das Wort “fünf” durch das Wort “sieben” ersetzt und werden die Wörter “sowie die Kommission” gestrichen;

2° in § 1<sup>er</sup> wird Absatz 2 gestrichen;

3° in § 2 werden die Wörter “sowie die Kommission” und die Wörter “natürlichen oder juristischen” gestrichen.

#### *KAPITEL II — Verpflichtungen während der Durchführung der Baustelle*

**Art. 33** - In Artikel 34 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1, Absatz 1 werden die Wörter “unverzüglich und dies” gestrichen und wird das Wort “Verwalter” durch das Wort “Bauherrn” ersetzt;

2° in § 1 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

“Die in Sachen Lokalisierung der Anlagen zulässigen Abweichungen entsprechen mindestens den Vorschriften der Regeln der guten fachlichen Praxis.“;

3° in § 1, Absatz 2, der zum Absatz 3 wird, werden die Wörter “der Verwalter” durch die Wörter “der Bauherr” ersetzt“. Die Wörter “natürlichen oder juristischen” werden gestrichen;

4° in § 2, Absätze 1 und 2 wird das Wort “Verwalter” jedesmal durch das Wort “Bauherr” ersetzt; die Wörter “juristische oder natürliche” werden gestrichen;

5° in § 2, Absatz 1 werden die Wörter "Spätestens binnen 24 Stunden nach der erhaltenen Information" durch die Wörter "Spätestens nach Ablauf des Werktages, der auf den Erhalt der Information folgt" ersetzt und die Wörter "so schnell wie möglich" zwischen die Wörter "und trifft" und die Wörter "alle zweckdienlichen Maßnahmen" eingefügt;

6° der § 2, Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"Je nachdem ob die Baustelle Gegenstand einer Koordination ist oder nicht werden der Bauherr, der Pilotkoordinator und der Inhaber der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle informiert.";

7° der § 3, Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"Wenn der Eigentümer der entdeckten Anlage nicht identifiziert werden kann, beruft der Bauherr alle in Artikel 8 erwähnten Personen, die der Eigentümer sein könnten, zu einer Vollversammlung ein, im Laufe derer zweckdienliche Maßnahmen gemäß den Regeln der guten fachlichen Praxis getroffen werden.";

8° in § 3, Absatz 2, und in § 4 wird das Wort "Verwalter" durch das Wort "Bauherr" ersetzt;

9° in § 5 werden die Wörter "natürliche oder juristische" gestrichen. Das Wort "Verwalter" wird durch das Wort "Bauherr" ersetzt. Das Wort "Prüfungsversammlung" wird durch die Wörter "Versammlung über den abschließenden Ortsbefund" ersetzt. Die Wörter "Artikel 38" werden durch die Wörter "Artikel 36" ersetzt.

### KAPITEL III — *Verpflichtungen am Ende der Baustelle*

**Art. 34** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 35 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 35 - § 1. Vor der Wiederinstandsetzung der Straße oder des Wasserlaufs und im Laufe der Durchführung der Baustelle sammeln die Inhaber der Genehmigung zur Durchführung von Baustellen die Informationen, die zur Aufstellung des Bestandsplans ihrer jeweiligen Anlagen erforderlich sind.

§ 2. Am Ende der Baustelle und spätestens sechs Monate nach dem endgültigen abschließenden Ortsbefund stellt jeder einen Bestandsplan seiner Anlagen auf und übermittelt dem Verwalter ein Exemplar davon.

Dieser Plan muss in der in Artikel 1 erwähnten Austausch- und Informationsplattform enthalten sein.

Die Kommission bestimmt in einer Regelung die Form, den Inhalt und die Bedingungen des Bestandsplans. Diese Regelung wird von der Regierung genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Der technische Ausschuss stellt eine Bescheinigung aus, in der bestätigt wird, dass der Bestandsplan in die Plattform eingefügt worden ist."

**Art. 35** - Artikel 35 wird zum Artikel 36.

Die §§ 1 und 2 werden durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Der Pilotkoordinator, oder in dem in Artikel 17 erwähnten Fall, der Inhaber der Genehmigung zur Durchführung von Baustellen organisiert an einem vereinbarten Datum in Anwesenheit des Verwalters eine Versammlung über den abschließenden Ortsbefund.

Das Protokoll dieses abschließenden Ortsbefunds wird spätestens binnen sieben Tagen ab der Abhaltung der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Versammlung übermittelt, außer wenn die Parteien eine andere Vereinbarung treffen.

§ 2. Kann der abschließende Ortsbefund aus Gründen, die auf den Verwalter zurückzuführen sind, nicht innerhalb einer vernünftigen Frist, die 30 Tage ab dem Antrag nicht überschreiten darf, erstellt werden, gilt, dass die Straße oder der Wasserlauf am Ende der Baustelle in ihren/seinen ursprünglichen Zustand hergestellt worden ist."

**Art. 36** - Artikel 36 wird zum Artikel 37 und es werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 werden die Wörter "nach Art. 35" durch die Wörter "nach Art. 36" ersetzt;

2° der § 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Am Ende der in § 1 erwähnten Arbeiten und auf seine Anfrage organisiert der Pilotkoordinator, oder in dem in Artikel 2 erwähnten Fall, der Inhaber der Genehmigung zur Durchführung von Baustellen an einem vereinbarten Datum in Anwesenheit des Verwalters eine Versammlung über den ergänzenden abschließenden Ortsbefund.

Dieser ergänzende Ortsbefund muss spätestens sieben Tage nach dem im vorigen Absatz genannten Antrag erstellt, außer wenn die Parteien eine andere Vereinbarung treffen.";

3° in § 3 werden die Wörter "innerhalb einer vernünftigen Frist, die 30 Tage ab dem Antrag nicht überschreiten darf," zwischen das Wort "nicht" und die Wörter "erstellt werden" eingefügt.

4° in § 5, Absatz 1 werden die Wörter "kann der Verwalter die ergänzenden Arbeiten an seiner Stelle und auf seine Kosten oder von Amts wegen ausführen lassen" durch die Wörter "ermahnt der Verwalter den säumigen Inhaber der Genehmigung zur Durchführung von Baustellen, die ergänzenden Arbeiten durchzuführen" ersetzt;

5° in § 5 wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Falls der Inhaber der Genehmigung zur Durchführung von Baustellen die Arbeiten nicht innerhalb von sieben Tagen ab dem Erhalt der Mahnung beginnt, ist der Verwalter befugt, von Amts wegen und auf Kosten des säumigen Genehmigungsinhaber alle zweckdienlichen Maßnahmen zu treffen."

**Art. 37** - Artikel 37 wird zum Artikel 38 und es werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird das Wort "fünf" durch das Wort "sieben" ersetzt und werden die Wörter "in Artikel 3" durch die Wörter "in Artikel 7" ersetzt;

2° in Absatz 2 werden die Wörter "der Kommission" durch die Wörter "dem technischen Ausschuss" ersetzt;

**Art. 38** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 38*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 38*bis* - Die Ausstellung der in den Artikeln 35 und 38 erwähnten Bescheinigungen haben die Auszahlung der Sicherheitsleistung zur Folge.

**Art. 39** - Artikel 38 desselben Dekrets wird außer Kraft gesetzt.

### KAPITEL IV — *Unterbrechung der Baustelle*

**Art. 40** - In Artikel 39 desselben Dekrets wird das Wort "zwanzig" durch das Wort "fünfzehn" ersetzt.

In Artikel 39 desselben Dekrets wird in der französischen Fassung das Wort "détaillant" durch das Wort "défaillant" ersetzt.

**Art. 41** - In Artikel 40, Absatz 2 desselben Dekrets wird das Wort "fünf" durch das Wort "sieben" ersetzt.

KAPITEL V — *Maßnahmen von Amtswegen*

**Art. 42** - In Artikel 41 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "von Artikel 31 § 2, Artikel 34 § 2 und 3, Artikel 36 § 4 und 5 und Artikel 40" durch die Wörter "von Artikel 31 § 2, Artikel 34, § 2 und 3, Artikel 37, § 4 und 5 und Artikel 40" und die Wörter "in Artikel 18" durch die Wörter "in Artikel 22" ersetzt; die Wörter "der Kommission" werden durch die Wörter "dem technischen Ausschuss" ersetzt;

2° in Absatz 2 werden die Wörter "und der technische Ausschuss führt ein Sachverständigengutachten durch" am Ende des Absatzes hinzugefügt.

**Art. 43** - Artikel 42 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 42 - Falls aus dem Sachverständigengutachten ein Versäumnis hervorgeht, wird der Betrag der Ausgaben, die sich aus der Anwendung der Maßnahmen von Amts wegen ergeben, und der am Fälligkeitsdatum noch unbezahlt ist, von der Kommission von Amts wegen zugunsten des zuständigen Verwalters von der Sicherheitsleistung abgerechnet oder wird von ihm mittels aller rechtlicher Mittel beigetrieben."

Titel IV — **Information**

**Art. 44** - Artikel 43 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 43 - Die Regierung schafft ein gesichertes Internetportal, das die Sammlung, Validierung, Strukturierung und Übermittlung der Informationen, die Verwaltung der Programmierung, der Koordinierung und der Genehmigungen für Baustelleneröffnungen ermöglicht.

Die in Artikel 8 genannten Personen sind verpflichtet, dieser Plattform beizutreten und deren Funktionen im Laufe ihrer Entwicklung zu benutzen."

**Art. 45** - Artikel 44 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 44 - Unbeschadet der Anwendung des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung genehmigt die Regierung auf Vorschlag der Kommission die Personen, die Zugang zu den gesamten oder zu einem Teil der zur Verfügung gestellten Auskünften haben dürfen, sowie die Modalitäten zu diesem Zugang".

Titel V — **Strafmaßnahmen**KAPITEL I — *Ermittlung und Feststellung der Verstöße*

**Art. 46** - In Artikel 45 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der § 1 wird folgendermaßen abgeändert:

"§ 1. Unbeschadet der Verpflichtungen, die den Gerichtspolizeioffizieren obliegen, bezeichnet die Regierung die Bediensteten, die mit der Feststellung und Ermittlung der Verstöße gegen das vorliegende Dekret beauftragt sind.

Die in Absatz 1 genannten Beamten und Bediensteten haben die Eigenschaft eines Gerichtspolizeibediensteten oder -offiziers und müssen vor dem Gericht erster Instanz ihres Amtssitzes den Eid ablegen. Im Falle eines einfachen Wohnsitzwechsels brauchen sie nicht erneut den Eid abzulegen."

2° es wird ein neuer § 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 2. Unbeschadet der Zuständigkeiten, die dem Bürgermeister und der lokalen Polizei zufallen, kann der Gemeinderat im Rahmen von Aufgaben mit regionalem Charakter gemäß den Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung kommunale und interkommunale Bedienstete, sowie Bedienstete von Projektvereinigungen bezeichnen, die mit der Kontrolle der Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets beauftragt werden."

3° es wird ein neuer § 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 3. Auf den von den Provinzen verwalteten Straßen und Wasserläufen werden die Bediensteten der Provinz auf Vorschlag des Provinzkollegiums eigens vom Provinzialrat bezeichnet und ermächtigt, um die Verstöße festzustellen und zu verfolgen."

4° die §§ 2 und 3 werden jeweils zu den §§ 4 und 5;

5° in dem neuen § 4 werden die Wörter "in § 1 genannten" durch die Wörter "in den §§ 1, 2 und 3 genannten" ersetzt;

6° in dem neuen § 5, Absatz 1 werden die Wörter "in § 1 genannten" durch die Wörter "in den §§ 1, 2 und 3 genannten" ersetzt;

7° in dem neuen § 5, 1° wird das Wort "fünf" durch das Wort "sieben" ersetzt;

8° in dem neuen § 5, 2° wird das Wort "fünf" durch das Wort "sieben" ersetzt.

KAPITEL II — *Verstöße und administrative Geldbußen*

**Art. 47** - In Artikel 46 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1, 4° werden die Wörter "oder nicht in die Datenbank gemäß Artikel 38 einführen" gestrichen;

2° in § 1, 5° werden die Wörter "in irgendeiner Weise" gestrichen;

3° in § 1 wird der Punkt 7° durch Folgendes ersetzt:

"7° die in Artikel 30 vorgesehenen Vorschriften nicht einhalten."

**Art. 48** - In Artikel 47 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1, Absatz 2 werden die Wörter "und § 2" hinter die Wörter "in Artikel 45 § 1" gesetzt;

2° in § 4, Absatz 4 desselben Dekrets werden die Wörter "die Kommission" durch die Wörter "den technischen Ausschuss" ersetzt.

**Art. 49** - In Artikel 48 desselben Dekrets werden die Wörter "in Artikel 22 § 1" durch die Wörter "in Artikel 29" und die Wörter "von der Regierung" durch die Wörter "von der Kommission in einer Regelung" ersetzt und wird der folgende Satz hinzugefügt: Diese Regelung wird von der Regierung genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht."

Titel VI — **Aufhebende und vorübergehende Bestimmungen**

**Art. 50** - In demselben Dekret wird der Titel VI "Aufhebende und vorübergehende Bestimmungen" durch den Titel VI "Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen" ersetzt.

**Art. 51** - Es wird ein Artikel 48*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:



"Art. 48bis - Die in Artikel 8 genannten Personen sind verpflichtet, ihre Informationen im Zusammenhang mit der Lokalisierung ihres Netzes innerhalb von 10 Jahren ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets gemäß den in einer von der Kommission verabschiedeten Regelung festgelegten Bedingungen und Modalitäten zu vektorisieren. Diese Regelung wird von der Regierung genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Die Personen, die den Absatz 1 nicht einhalten, dürfen keine Baustelle durchführen, bis sie sich angepasst haben.

Die Kommission kann in einer Regelung die rechtmäßigen Gründe festlegen, aufgrund deren von Absatz 2 abgewichen werden kann. Diese Regelung wird von der Regierung genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht."

**Art. 52** - Artikel 52 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 52 - Das vorliegende Dekret tritt an dem von der Wallonischen Regierung festgelegten Datum und spätestens am 31. Dezember 2014 in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 2 bis 7bis, die 15 Tage nach ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft treten. Die Regierung kann für die verschiedenen Bestimmungen des vorliegenden Dekrets unterschiedliche Daten für das Inkrafttreten festlegen."

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 28. November 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

(1) *Sitzungsperiode 2013-2014.*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments*, 849 (2012-2013). Nrn. 1 bis 6.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, Plenarsitzung vom 27. November 2013.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/207123]

**28 NOVEMBER 2013. — Decreet tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 betreffende de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

#### **Titel I — Algemeenheden**

##### *HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen.*

**Artikel 1.** Artikel 1 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen wordt gewijzigd als volgt :

1° onder punt 2° vervallen de woorden "natuurlijke of rechts";

2° onder punt 3° vervallen de woorden "natuurlijke of rechts";

3° punt 6° wordt aangevuld als volgt : "of de persoon waaraan de bedoelde overheid de terbeschikkingstelling of het beheer van deze weg of waterloop heeft toegewezen";

4° er wordt een punt 7° ingevoegd, luidend als volgt :

"7° "kabel- en leidingbeheerder" : persoon die in het kader van zijn beroepsactiviteiten of taken van publiek belang kabels en leidingen onder, op of boven de weg of een waterloop beheert;";

5° punt 7° wordt punt 8°. De woorden "natuurlijke of rechts" vervallen;

6° punt 8° wordt punt 9°;

7° punt 9° wordt punt 10°;

8° punt 10° wordt vervangen als volgt :

"11° "platform voor informatie-uitwisseling" : beveiligd informaticaportaal dat de verzameling, de validatie, de structurering en de verspreiding van informatie nodig voor de uitvoering van dit decreet, het beheer van de programmering, van de coördinatie en de machtigingen voor de opening van de werf mogelijk maakt;";

9° punt 11° wordt vervangen als volgt :

"12° "begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf" of "begunstigde": persoon die werken wil uitvoeren en die alleen of via een leidende en coördinerende persoon een aanvraag heeft ingediend en die een machtiging tot uitvoering van een werf heeft gekregen overeenkomstig de procedure bedoeld in hoofdstuk IV van Titel II;"

10° punt 12° wordt punt 13°. Het woord "bijlage" wordt vervangen door het woord "referentiedocument". De motie "RW99" vervalt;

11° er wordt een punt 14° ingevoegd, luidend als volgt :

"14° "Wegterrein van de werf": gebied(en) afgebakend door het volume dat noodzakelijk is voor de zorgvuldige uitvoering van de werf;"

12° er wordt een punt 15° ingevoegd, luidend als volgt :

"15° "Werfomtrek": gebied(en) afgebakend door de lengte van de geplande werken en door de breedte van het openbaar domein;"

13° er wordt een punt 16° ingevoegd, luidend als volgt :

"16° "Reglement": Document opgesteld door de Commissie opgericht door artikel 2 van het decreet met een algemene draagwijdte en verbindend in al zijn onderdelen. Het kan uitsluitend worden aangenomen in de gevallen die uitdrukkelijk voorzien zijn bij dit decreet en het heeft pas uitwerking nadat het bij besluit van de Waalse Regering wordt aangenomen en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*."

## HOOFDSTUK II. — *De Commissie*

### *Afdeling 1. — De Commissie*

**Art. 2.** Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° onder punt 1° vervallen de woorden "natuurlijke of rechts";

2° punt 3° wordt opgeheven;

3° punt 4° wordt punt 3°. De woorden "tot het systeem" worden vervangen door de woorden "tot het platform";

4° punt 5° wordt punt 4°;

5° er wordt een punt 5° ingevoegd, luidend als volgt :

"5° de leden van het technisch Comité aan de Regering voordragen";

6° er wordt een punt 6° ingevoegd, luidend als volgt :

"6° de uitvoering van dit decreet beoordelen";

7° er wordt een punt 7° ingevoegd, luidend als volgt :

"7° meewerken aan de opstelling van teksten die betrekking hebben op de problematiek van de kabel- en leidingbeheerders";

8° er wordt een punt 8° ingevoegd, luidend als volgt :

"8° beslissen over de beroepen tegen de beslissingen i.v.m. de machtigingsaanvragen bedoeld in de artikelen 26 tot 28";

9° er wordt een punt 9° ingevoegd, luidend als volgt :

"9° beslissen over de beslagen op de borgtocht en de waarborg bepaald bij of krachtens dit decreet";

10° er wordt een punt 10° ingevoegd, luidend als volgt :

"10° de zendingen bedoeld in de artikelen 8, 11, en 45 in ontvangst nemen";

11° er wordt een punt 11° ingevoegd, luidend als volgt :

"11° de andere opdrachten vervullen die haar bij decreet worden toegewezen".

**Art. 3.** Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 3. De Commissie bestaat uit :

1° acht vertegenwoordigers van de beheerders waaronder twee beheerders van het gemeentelijk wegennet voorgedragen door de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van Steden en Gemeenten van Wallonië), twee beheerders van de waterlopen (een beheerder van de bevaarbare waterlopen en een beheerder van de onbevaarbare waterlopen) een provinciale beheerder voorgedragen door de "Association des Provinces wallonnes" (Vereniging van de Waalse Provincies), twee beheerders van de gewestelijke wegen en een beheerder van het structurend netwerk;

2° acht vertegenwoordigers van de kabel- en leidingbeheerders waaronder één vertegenwoordiger van de openbare kabel- en leidingbeheerders;

3° twee vertegenwoordigers van de actoren voor economische ontwikkeling die de uitvoering van nieuwe economische activiteiten, hun omschakeling of hun uitbreiding als maatschappelijk doel hebben;

4° acht vertegenwoordigers van de aannemers;

5° twee leden van het technisch comité bedoeld in artikel 7;

6° een vertegenwoordiger van de geomatische coördinatie."

**Art. 4.** Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

§ 1. In het eerste lid wordt na de woorden "tot een verplichting tot vertrouwelijkheid" de volgende zin toegevoegd : "De leden worden voor een mandaat van vijf jaar aangewezen."

§ 2. De woorden "Minister en" worden opgeheven en de woorden "bedoeld in artikel 8" worden vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 3".

**Art. 5.** Artikel 5 van hetzelfde decreet, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

"De Waalse Regering wijst, onder de vertegenwoordigers van de beheerders, de voorzitter van de Commissie aan op voorstel van laatstgenoemde".

Het woord "vijf" wordt vervangen door het woord "zeven" in het tweede lid van artikel 5 van hetzelfde decreet.

**Art. 6.** In artikel 6, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "op grond van de algemene beginselen die eerst bepaald zijn door de Regering" geschrapt.

*Afdeling 2. — Het technisch comité*

**Art. 7.** Artikel 7 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid worden de woorden "De Regering wordt ertoe gemachtigd om een technisch comité op te richten" vervangen door "De Commissie stelt een technisch comité in";

2° in het eerste lid, 1°, vervallen de woorden "natuurlijke of rechts" en het woord "eventuele";

3° in het eerste lid wordt een punt 2° ingevoegd, luidend als volgt :

"2° de zendingen bedoeld in de artikelen 8, 11, 23, 38 en 47 in ontvangst nemen;";

4° punt 2° wordt punt 3° in het eerste lid. In het nieuwe punt 3° wordt het woord "systeem" vervangen door het woord "platform";

5° punt 3° wordt punt 4° in het eerste lid. In het nieuwe punt 4° worden in de Franse versie de woorden "le système" vervangen door de woorden "la plate-forme"; De woorden "in artikel 38" worden vervangen door de woorden "in artikel 35";

6° punt 4° wordt punt 5° in het eerste lid. In het nieuwe punt 5° vervallen de woorden "natuurlijke of rechts". In het nieuwe punt 5° wordt het woord "systeem" vervangen door het woord "platform";

7° punt 5° wordt punt 6° in het eerste lid;

8° in het eerste lid wordt een punt 7° ingevoegd, luidend als volgt :

"7° een expertise uitvoeren i.v.m. de beroepen tegen de machtigingsaanvragen bedoeld in de artikelen 26 tot 28;";

9° in het eerste lid wordt een punt 8° ingevoegd, luidend als volgt :

"8° elk beroep instellen tegen een beslissing die genomen is door de beheerder over een machtigingsaanvraag onderworpen aan de Commissie krachtens artikel 2, 8;";

10° in het eerste lid wordt een punt 9° ingevoegd, luidend als volgt :

"9° een expertise uitvoeren over de werken die worden uitgevoerd ten gevolge van de maatregelen van ambtswege beslist door de beheerder van de wegen bedoeld in artikel 41;";

11° in het eerste lid wordt een punt 10° ingevoegd, luidend als volgt :

"10° elk dossier onderzoeken m.b.t. de beslagen op de borgtocht en de waarborg onderworpen aan de Commissie krachtens artikel 42;";

12° het tweede lid wordt vervangen door :

"De Commissie kan andere opdrachten toevertrouwen aan het technisch comité met de goedkeuring van de Waalse Regering."

**Art. 8.** In hetzelfde decreet wordt een artikel *7bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *7bis*. De Regering benoemt de leden van het Comité op voorstel van de Commissie. Zij kan de werking van het technisch comité financieren."

**Titel II. — Aan de uitvoering van een werf voorafgaande verplichtingen****HOOFDSTUK I. — *Verplichting om zich te doen kennen***

**Art. 9.** Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste en het tweede lid worden de woorden "natuurlijke of rechts" geschrapt;

2° in het 3de streepje worden : de woorden "de energievervoerders en -verdelers" vervangen door : "De beheerders van vervoers- en distributienetwerken van energie";

3° in het derde lid wordt de tekst herschreven als volgt :

"De Commissie bepaalt in een reglement de wijze waarop de personen bepaald in de vorige leden zich doen kennen bij de Commissie alsmede de informatie die hun moeten worden gestuurd. Dit reglement wordt door de Regering goedgekeurd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*."

**Art. 10.** Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid vervallen de woorden "natuurlijke of rechts";

2° in het tweede lid worden de woorden "De Regering" vervangen door "De Commissie";

3° in het tweede lid, worden de woorden "in een reglement" ingevoegd tussen de woorden "kan" en "de wettelijke redenen bepalen". De woorden : "Dit reglement wordt door de Regering goedgekeurd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*." worden toegevoegd;

4° er wordt een derde lid 3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Overeenkomstig artikel 28 kunnen de personen bedoeld in artikel 8 bij de Regering een beroep indienen tegen de beslissing tot het verbod van de uitvoering van een werf zoals bedoeld in het eerste lid."

**HOOFDSTUK II. — *De programmering van de werven***

**Art. 11.** Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid vervallen de woorden "natuurlijke of rechts";

2° in het tweede lid wordt de tekst vervangen door :

"De Commissie bepaalt in een reglement de lijst van de werven en van de soorten werven die ervan vrijgesteld zijn te worden vermeld in de programmering wegens met name de dringende noodzakelijkheid, een beslissing van de gerechtelijke overheden die niet meer vatbaar is voor een beroep of wegens hun beperkt belang. Dit reglement wordt door de Regering goedgekeurd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*."

**Art. 12.** Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"De personen bedoeld in artikel 8 sturen de Commissie, minstens jaarlijks, de programmering van hun werfprojecten rekening houdende met hun eigen verplichtingen.";

2° drie leden worden ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt :

"Het begin van de werken mag niet starten binnen een termijn van minder dan 6 maanden vanaf het ogenblik dat hun programmering naar de Commissie is gestuurd.

De Commissie is ermee belast, na ontvangst, om de programmeringen van de werven mee te delen aan de personen bedoeld in artikel 8.

Voor de kabel- en leidingbeheerders die in het kader van een geliberaliseerde activiteit handelen, kan de termijn bedoeld in het tweede lid tot vier maanden worden ingekort. De beslissing inzake de aanvraag tot vermindering wordt door de Commissie in een reglement genomen. Dit reglement wordt door de Regering goedgekeurd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.”

3° in het nieuwe vijfde lid wordt de tekst gewijzigd als volgt :

”De Commissie bepaalt de vorm en de inhoud van de programmering in een reglement. Dit reglement wordt door de Regering goedgekeurd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.”

### HOOFDSTUK III. — *De coördinatie van de werken*

#### *Afdeling 1. — Algemeen*

**Art. 13.** Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid vervallen de woorden “natuurlijke of rechts”;

2° in het tweede lid worden de woorden “De Regering maakt de lijst op” vervangen door de woorden “De Commissie maakt in een reglement de lijst op”;

3° in het tweede lid wordt het volgende toegevoegd :

Dit reglement wordt door de Regering goedgekeurd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.”

**Art. 14.** Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden “in artikel 37” vervangen door de woorden “in artikel 38”;

2° in § 2 vervallen de woorden “natuurlijke of rechts”;

3° er wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

”§ 3. De termijn van twee jaar bedoeld in § 1, eerste lid, wordt op vijf jaar gebracht voor de werken die aan een waarborgtermijn van vijf jaar worden onderworpen krachtens het modelbestek van het Waalse Gewest.”;

4° er wordt een § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

”§ 4. De Commissie kan, in een reglement, de termijnen inkorten wegens verplichtingen inzake aansluitingen, bevoorrading, versterking, wegens de veiligheid, de openbare gezondheid en in al de andere gevallen die zij bepaalt. Dit reglement wordt door de Regering goedgekeurd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.”

#### *Afdeling 2. — Procedure*

##### Onderafdeling 1. — Coördinatieaanvraag

**Art. 15.** Artikel 14 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden “natuurlijke of rechts” geschrapt en worden de woorden “zoals bepaald door de Regering” vervangen door de woorden “en die een opzegtermijn van minstens vier maanden naleven.”;

2° in § 1, wordt het tweede lid opgeheven en vervangen als volgt :

”De Commissie bepaalt, in een reglement, de inhoud van deze aanvraag, de vorm en omschrijft het begrip omtrek bedoeld in het vorig lid. Dit reglement wordt door de Regering goedgekeurd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.”;

3° in § 2 worden de woorden “natuurlijke of rechts” geschrapt en worden de woorden “tien dagen” vervangen door de woorden “vijftien dagen”;

4° in § 3 vervallen de woorden “natuurlijke of rechts”.

##### Onderafdeling 2. — Aanwijzing van de leidende en coördinerende persoon

**Art. 16.** Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden “de natuurlijke en rechtspersonen die hun belang hebben aangetoond” vervangen door de woorden “bedoeld in artikel 8” en wordt het woord “tien” vervangen door het woord “vijftien”;

2° in § 1 wordt het derde lid vervangen als volgt :

De Commissie bepaalt, in een reglement, de inhoud en de vorm van de oproeping die met name een aanvraag om planmededeling omvat. Dit reglement wordt door de Regering goedgekeurd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.”;

3° in § 2 worden in het derde streepje de woorden “van het voorontwerp” ingevoegd tussen het woord “plannen” en het woord “uit”;

4° in § 2 wordt het vierde streepje aangevuld als volgt :

”Deze overeenkomst bepaalt de rechten en verplichtingen van de interveniënten, alsook de termijnen en eventuele sancties”;

5° in § 3, eerste lid, vervallen de woorden “die niet de bij de werf betrokken beheerder mag zijn”;

6° in § 3 wordt het tweede lid vervangen door :

”Bij gebrek aan overeenstemming wordt de coördinatieaanvrager aangewezen als leidende en coördinerende persoon.”;

7° er wordt een § 5 ingevoegd, luidend als volgt :

”§ 5. De kosten i.v.m. deze coördinatie, met inbegrip van de kosten m.b.t. de leidende en coördinerende persoon worden verdeeld tussen de actoren van de coördinatie, hetzij in onderlinge overeenstemming, hetzij op grond van een verdeelsleutel tussen actoren in een reglement aangenomen door de Commissie. Dit reglement wordt door de Regering goedgekeurd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.”;

8° er wordt een § 6 ingevoegd, luidend als volgt :

”§ 6. De Commissie bepaalt, in een reglement, het barema van de leidende en coördinerende persoon. Dit reglement wordt door de Regering goedgekeurd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.”;

9° er wordt een § 7 ingevoegd, luidend als volgt :

”§ 7. De coördinatieaanvrager maakt een proces-verbaal op van de coördinatievergadering, dat binnen zeven dagen na de vergadering aan het geheel van de aanwezige of opgeroepen partijen wordt gestuurd.

De Commissie bepaalt, in een reglement, het model van het proces-verbaal. Dit reglement wordt door de Regering goedgekeurd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.”;

10° er wordt een § 8 ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 8. De op de coördinatievergadering aanwezige of opgeroepen personen sturen hun aangevraagde overeenstemming, opmerkingen of inlichtingen binnen zeven dagen na ontvangst van het in § 7 bedoelde proces-verbaal".

#### HOOFDSTUK IV. — De machtiging tot uitvoering van een werf

*Afdeling 1.* — Uitvoering van het dossier betreffende de aanvraag om machtiging tot uitvoering van een werf

##### Onderafdeling 1.

Uitvoering van het gezamenlijke dossier betreffende de aanvraag om machtiging tot uitvoering van een werf

**Art. 17.** Artikel 16 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° de §§ 1 en 2 worden opgeheven;

2° het nieuwe § 1 wordt gewijzigd als volgt :

a) in het eerste lid wordt het woord "veertig" vervangen door het woord "dertig" en vervallen de woorden "met uitzondering van de beheerder bij wie hij de aanvraag moet indienen";

b) het eerste lid wordt aangevuld als volgt : "overlegd met de Commissie";

2° in het tweede lid worden de woorden "De Regering bepaalt" vervangen door "De Commissie bepaalt in een reglement welke door de Regering wordt goedgekeurd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*";

d) in het tweede lid, 2°, worden de woorden "het wegterrein" vervangen door de woorden "de omtrek";

e) in het tweede lid, 3°, worden de woorden "in voorkomend geval" ingevoegd tussen de woorden "de uit te voeren werken" en de woorden "de geplande ontmanteling" en worden in de Franse versie de woorden "des installations" vervangen door de woorden "d'installations";

f) in het tweede lid, 5°, worden de woorden "met bepaling van" vervangen door de woorden "met vermelding van";

3° § 4 wordt § 2. In het nieuwe § 2 wordt het woord "vijf" vervangen door het woord "zeven" en vervalt het woord "relevante";

4° § 5 wordt § 3. In het nieuwe § 3, eerste lid, worden de woorden "bedoeld in de §§ 1 tot 4" vervangen door de woorden "bedoeld in de § 1 tot 2";

5° in het nieuwe § 3, tweede lid, wordt "§ 3" vervangen door "§ 1". De woorden "de maanden juli en augustus" worden vervangen door de woorden "de schoolvakanties".

##### Onderafdeling 2.

Uitvoering van het vereenvoudigde dossier betreffende de aanvraag om machtiging tot uitvoering van een werf

**Art. 18.** Artikel 17 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt aangevuld als volgt : "overlegd met de Commissie.";

2° in het tweede lid worden de woorden "De Regering bepaalt" vervangen door "De Commissie bepaalt in een reglement welke door de Regering wordt goedgekeurd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*";

3° in het tweede lid, 2°, worden de woorden "het wegterrein" vervangen door de woorden "de omtrek";

4° in het tweede lid, 3°, worden de woorden "in voorkomend geval" ingevoegd tussen de woorden "de uit te voeren werken" en de woorden "de geplande ontmanteling". In de Franse versie worden de woorden "des installations" vervangen door de woorden "d'installations";

5° in het tweede lid, 4°, vervalt het woord "geplande";

6) in het tweede lid, 5°, worden de woorden "met bepaling van" vervangen door de woorden "met vermelding van".

##### Onderafdeling 3. — Vrijstellingen

**Art. 19.** Artikel 19 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 19. De Commissie keurt, in een reglement de lijst van de soorten werven goed die vrijgesteld zijn van de machtiging tot uitvoering van een werf wegens met name de dringende noodzakelijkheid, een beslissing van de gerechtelijke overheden die niet meer vatbaar is voor een beroep, een ingebrekestelling van de Europese Commissie wanneer de machtigingsprocedure de uitvoering van de werken binnen de door het Europees recht voorgeschreven termijn onmogelijk maakt, of wegens hun beperkt belang. Dit reglement wordt door de Regering goedgekeurd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*".

##### *Afdeling 2.* — Indiening en behandeling van de aanvraag

**Art. 20.** In artikel 20, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "bedoeld in artikel 16, § 4" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 16, § 2".

**Art. 21.** In artikel 21 van hetzelfde decreet wordt het woord "tien" vervangen door het woord "zeven".

**Art. 22.** In artikel 22, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "de lengte van" vervangen door de woorden "de omtrek van".

##### *Afdeling 3.* — De beslissing

**Art. 23.** Artikel 23 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

"Naargelang de werf al dan niet het voorwerp uitmaakt van een coördinatie wordt de beslissing van de beheerder tot toekenning of weigering van de machtiging tot uitvoering van een werf per zending betekend aan de leidende en coördinerende persoon, aan de coördinatieaanvrager of aan de in artikel 17 bedoelde opdrachtgever, aan het technisch comité en, in voorkomend geval, aan de andere beheerders bedoeld in artikel 22.";

2° § 2, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

"De Commissie bepaalt in een reglement dat door de Regering wordt goedgekeurd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, de vorm en de inhoud van de beslissing die op het vlak van de technische voorwaarden van de uitvoering van de werf niet tot gevolg mag hebben om de plaats anders dan in haar oorspronkelijke staat te herstellen en bevat, minstens, de volgende informatie.";

3° in § 2, 2°, worden de woorden "het wegterrein" vervangen door de woorden "de omtrek". De woorden "in voorkomend geval" ingevoegd tussen de woorden "de uit te voeren werken alsmede" en de woorden "de geplande ontmanteling";

4° in § 2, 5°, worden de woorden "met bepaling van" vervangen door de woorden "met vermelding van".

**Art. 24.** Artikel 24 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, tweede lid, wordt het woord "vijf" vervangen door het woord "zeven";

2° in § 1, derde lid, wordt het woord "Zoniet" vervangen door de woorden "Bij gebrek aan antwoord";

3° in § 2, worden de woorden "bij een gebrek aan antwoord of" ingevoegd tussen de woorden "geweigerd worden" en de woorden "om redenen";

4° in § 3, worden de woorden "de maanden juli en augustus" vervangen door de woorden "de schoolvakanties".

#### *Afdeling 4. — Het verval van de machtiging*

**Art. 25.** 1° in artikel 25, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "aan de Commissie" vervangen door de woorden "aan de coördinerende persoon en aan het technisch comité";

2° in artikel 25, § 2, wordt een derde lid ingevoegd :

"Voor de werven die niet het voorwerp uitmaken van een coördinatie wordt de verlenging van de machtiging aan de opdrachtgever meegedeeld."

#### *Afdeling 5. — Het beroep*

**Art. 26.** Artikel 26 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

"Art. 26. § 1. De in artikel 8 bedoelde personen kunnen bij ter post aangetekend schrijven een beroep bij de Commissie indienen binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing tot machtiging van de uitvoering van een werf of tot weigering van de verlenging van de geldigheid van een machtiging bedoeld in artikel 25 en/of tot verbod van de uitvoering van een werf of bij gebrek aan antwoord zoals bedoeld in artikel 24.

§ 2. Het technisch comité moet het beroep onderzoeken. Hij richt een afschrift van het beroep aan de betrokken wegenbeheerder binnen tien dagen na ontvangst ervan.

§ 3. Het technisch comité kan zich alle inlichtingen en documenten laten mededelen die het comité nodig acht voor de behandeling van het beroep en om getuigen te horen.

§ 4. Het technisch comité hoort op hun verzoek de verzoeker of zijn raadsheer, de beheerder of zijn afgevaardigde.

Wanneer een partij erom verzoekt gehoord te worden, worden de andere partijen erom verzocht te verschijnen."

**Art. 27.** Artikel 27 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

"§ 1. De beslissing van de Commissie wordt aan de partijen betekend binnen zestig dagen na ontvangst van het beroep. Wanneer de partijen gehoord worden, wordt de termijn met vijftien dagen verlengd.

§ 2. Bij gebrek aan kennisgeving van de beslissing binnen de bovengenoemde termijnen wordt de oorspronkelijke beslissing van de beheerder, ongeacht of ze stilzwijgend was, geacht bevestigd te zijn.

§ 3. Als de Commissie de machtiging tot uitvoering van een werf toekent, omvat haar beslissing in voorkomend geval de in artikel 23, § 2, bedoelde inlichtingen."

**Art. 28.** Artikel 28 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

"Art. 28. De beroepen tegen de beslissingen aangenomen door de Commissie moeten bij de Regering bij aangetekend schrijven worden ingediend binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de beslissing.

De Commissie bepaalt de modaliteiten van dit beroep in een reglement. Dit reglement wordt door de Regering goedgekeurd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*."

### **Titel III. — Uitvoering van de werf**

#### *HOOFDSTUK I. — Aan de opening van een werf voorafgaande verplichtingen*

**Art. 29.** Artikel 29 wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1, eerste lid, wordt vervangen door twee leden, luidend als volgt :

"§ 1. Bij gebrek aan overeenstemming tussen de beheerder en de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van de werf over een andere borgtochtsvorm moeten de werken uitgevoerd door de begunstigde worden gedekt door een borgtocht, die bestemd is voor de dekking van de kosten gebonden aan het herstel van de plaats in haar oorspronkelijke staat of van de kosten voortvloeiend uit de beslissing om maatregelen van ambtswege te treffen.

Deze borgtocht kan hetzij in speciën of publieke fondsen, hetzij onder de vorm van een gezamenlijke borgstelling worden gesteld. De borgtocht kan eveneens worden gesteld via een waarborg toegestaan door een kredietinstelling die voldoet aan de voorschriften van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen of elke andere vorm bepaald door de Commissie in een reglement. Dit reglement wordt door de Regering goedgekeurd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*."

2° § 1, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

"De Commissie keurt, in een reglement, het bedrag en de modaliteiten goed voor de stelling, aanpassing en bevrijding van de borgtocht. Dit reglement wordt door de Regering goedgekeurd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*."

3° § 2 wordt vervangen als volgt :

"§ 2. De Commissie keurt in een reglement de lijst goed van de werven en soorten werven waarvan de uitvoering het geheel van de weg of van de waterloop niet aantast of op minieme wijze aantast en die vrijgesteld zijn van het verstrekken van de waarborg bedoeld in § 1. Dit reglement wordt door de Regering goedgekeurd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*."

4° § 3 wordt vervangen als volgt :

"§ 3. Er wordt geen borgtocht gesteld wanneer de opdrachtgever de beheerder is."

**Art. 30.** Artikel 30 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 30. Naargelang de werf al dan niet het voorwerp uitmaakt van een coördinatie informeert de leidende en coördinerende persoon, de coördinatieaanvrager of de opdrachtgever de omwoners over de uitvoering van de werf. Deze informatie wordt, in voorkomend geval, per omzendbrief meegedeeld vóór het begin van de werf en moet via een affiche die de kabel- en leidingbeheerder of de opdrachtgever tijdens de werken vermelden, worden meegedeeld."

**Art. 31.** Artikel 31, § 1, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 31. § 1. Bij ontstentenis wordt de plaats geacht overeen te stemmen met de globale toestand van de site. Indien de staat door één van de partijen wordt betwist, maakt de leidende en coördinerende persoon of de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf in het geval van artikel 17, in aanwezigheid van de beheerder, een plaatsbeschrijving van de weg of van de waterloop voor het begin van de werf op.

Die plaatsbeschrijving wordt uiterlijk binnen zeven dagen voor het begin van de werken behalve overeenstemming van de partijen opgemaakt.”.

**Art. 32.** Artikel 32 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, eerste lid, wordt het woord “vijf” vervangen door het woord “zeven” en vervallen de woorden “alsmede de Commissie”;

2° in § 1 wordt het tweede lid opgeheven;

3° in § 2 vervallen de woorden “en de Commissie” en de woorden “natuurlijke of rechts”.

#### HOOFDSTUK II. — *Verplichtingen gedurende de uitvoering van de werf*

**Art. 33.** Artikel 34 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, eerste lid, vervallen de woorden “zo spoedig mogelijk en” en wordt het woord “beheerder” vervangen door het woord “opdrachtgever”;

2° in § 1 wordt een lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt :

“De toleranties toegepast inzake de ligging van de installaties voldoen, op zijn minst, aan de voorschriften van de goede praktijkcode.”;

3° in § 1, tweede lid dat het derde lid wordt, worden de woorden “de beheerder” vervangen door de woorden “de opdrachtgever”. De woorden “natuurlijke of rechts” vervallen;

4° in § 2, eerste en tweede lid, wordt het woord “beheerder” telkens vervangen door het woord “opdrachtgever”; de woorden “natuurlijke of rechts” vervallen;

5° in § 2, eerste lid, worden de woorden “Uiterlijk binnen 24 uur na de” vervangen door de woorden “Uiterlijk aan het einde van de werkdag die volgt op de” en worden de woorden “zo spoedig mogelijk” ingevoegd tussen de woorden “neemt ze” en de woorden “elke nuttige maatregel”;

6° § 2, derde lid, wordt vervangen als volgt :

“Naargelang de werf al dan niet het voorwerp uitmaakt van een coördinatie worden de opdrachtgever, de leidende of coördinerende persoon en de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van de werf daarvan op de hoogte gebracht.”;

7° § 3, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

“§ 3. Uiterlijk binnen 24 uur na de termijn bedoeld in § 1, tweede lid, als de eigenaar van de ontdekte installatie niet geïdentificeerd kan worden, roept de opdrachtgever de in artikel 8 bedoelde personen die de eigenaar kunnen zijn op een plenaire vergadering op waarop maatregelen worden beslist overeenkomstig de goede praktijkcode.”;

8° in § 3, tweede lid, en in § 4 wordt het woord “beheerder” vervangen door het woord “opdrachtgever”;

9° in § 5 vervallen de woorden “natuurlijke of rechts”; Het woord “beheerder” wordt vervangen door het woord “opdrachtgever”. Het woord “vergelijkings” wordt vervangen door de woorden “vergadering die betrekking heeft op de plaatsbeschrijving bij het beëindigen”. De woorden “in artikel 38” worden vervangen door de woorden “in artikel 36”.

#### HOOFDSTUK III. — *Verplichtingen aan het einde van de werf*

**Art. 34.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 35 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 35. § 1. Voor het herstel van de weg of de waterloop in zijn oorspronkelijke staat en naarmate de werf wordt uitgevoerd, verzamelen de begunstigden van de machtiging tot uitvoering van een werf de nodige informatie om het vergelijkingsplan van hun respectievelijke installaties op te maken.

§ 2. Aan het einde van de werf en uiterlijk binnen zes maanden na de definitieve plaatsbeschrijving bij het beëindigen, maakt eenieder een vergelijkingsplan van zijn installaties op en deelt een exemplaar mede aan de beheerder.

Dit plan moet opgenomen worden in het platform voor informatie-uitwisseling bedoeld in artikel 1.

De Commissie bepaalt in een reglement, de vorm, de inhoud en de voorwaarden van het vergelijkingsplan. Dit reglement wordt door de Regering goedgekeurd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Het technisch comité geeft een attest aan, dat bevestigt dat het vergelijkingsplan ingediend is in het platform.”.

**Art. 35.** Artikel 35 wordt artikel 36.

De §§ 1 en 2, worden vervangen als volgt :

“§ 1. De leidende en coördinerende persoon of, in het geval van artikel 17, de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf, plant op een afgesproken datum en in aanwezigheid van de beheerder, een vergadering die betrekking heeft op de plaatsbeschrijving bij het beëindigen.

Het proces-verbaal van deze plaatsbeschrijving bij het beëindigen moet uiterlijk binnen zeven dagen na de in het vorige lid bedoelde vergadering, behalve overeenstemming van de partijen, overgemaakt worden.

§ 2. Als die plaatsbeschrijving bij het beëindigen niet door de beheerder binnen een redelijke termijn die niet meer bedraagt dan 30 dagen na de aanvraag opgemaakt kan worden, wordt de weg of de waterloop geacht in zijn vorige staat aan het einde van de werf hersteld te zijn.

**Art. 36.** Artikel 36 wordt artikel 37 en wordt gewijzigd als volgt :

2° in § 1 worden de woorden "in artikel 35" vervangen door de woorden "in artikel 36";

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

"§ 2. Na afloop van de werken bedoeld in § 1 en op zijn verzoek, organiseert de leidende en coördinerende persoon of, in het geval van artikel 17, de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf, op een afgesproken datum en in aanwezigheid van de beheerder, een vergadering die betrekking heeft op de aanvullende plaatsbeschrijving bij het beëindigen.

Die aanvullende plaatsbeschrijving bij het beëindigen wordt uiterlijk binnen zeven dagen na de in het vorige lid bedoelde aanvraag, behalve overeenstemming van de partijen, opgemaakt;

3° in § 3 worden de woorden "binnen een redelijke termijn die niet meer bedraagt dan 30 dagen na de aanvraag" ingevoegd tussen de woorden "door de beheerder" en de woorden "opgemaakt kan worden";

§ 4° in § 5, eerste lid, worden de woorden "kan de beheerder in zijn plaats de aanvullende werken van ambtswege en op zijn kosten uitvoeren of laten uitvoeren" vervangen door de woorden "maant de beheerder de in gebreke blijvende begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf aan om de bijkomende werken uit te voeren";

5° in § 5 wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Als de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf de werken binnen zeven dagen na ontvangst van de ingebrekestelling niet start, wordt de beheerder ertoe gemachtigd om alle nuttige maatregelen van ambtswege te treffen en dit, ten koste van de in gebreke blijvende begunstigde."

**Art. 37.** Artikel 37 wordt artikel 38 en wordt gewijzigd als volgt :

2° in het eerste lid wordt het woord "vijf" vervangen door het woord "zeven" en worden de woorden "van artikel 3" vervangen door de woorden "van artikel 17";

2° in het tweede lid worden de woorden "aan de Commissie" vervangen door de woorden "aan het technisch comité".

**Art. 38.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 38*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 38*bis*. De overhandiging van de attesten bedoeld in de artikelen 35 en 38 heeft de vrijgave van de borgstelling tot gevolg".

**Art. 39.** Artikel 38 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

#### HOOFDSTUK IV. — *Werfonderbreking*

**Art. 40.** In artikel 39 van hetzelfde decreet wordt het woord "twintig" vervangen door het woord "vijftien".

In artikel 39 van hetzelfde decreet wordt in de Franse versie het woord "détaillant" vervangen door het woord "défaillant".

**Art. 41.** In artikel 40, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt het woord "vijf" vervangen door het woord "zeven".

#### HOOFDSTUK V. — *De maatregelen van ambtswege*

**Art. 42.** Artikel 41 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid, worden de woorden "de artikelen 31, § 2, 34, §§ 2 en 3, 36, §§ 4 en 5 en 40" vervangen door de woorden "de artikelen 31, § 2, 34, §§ 2 en 3, 37, §§ 4 en 5 en 40" en worden de woorden "in artikel 18" vervangen door de woorden "in artikel 22"; de woorden "aan de Commissie" worden vervangen door de woorden "aan het technisch comité";

2° in het tweede lid worden de woorden "en het technisch Comité voert een expertise uit" toegevoegd aan het einde van het lid.

**Art. 43.** Artikel 42 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 42. Als de expertise een tekortkoming vaststelt wordt het bedrag van de uitgaven voortvloeiend uit de toepassing van de maatregelen van ambtswege, dat op de vervaldatum niet betaald is, van rechtswege door de Commissie ten gunste van de bevoegde beheerder op de borgstelling toegerekend of wordt door hem bij alle wettelijke middelen ingevorderd."

#### Titel IV. — *De informatie*

**Art. 44.** Artikel 43 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 43. De Regering richt een beveiligd informaticaportaal op dat de verzameling, de validatie, de structurering en de verspreiding van informatie, het beheer van de programmering, van de coördinatie en de machtigingen voor de opening van de werf mogelijk maakt.

De personen bedoeld in artikel 8 moeten tot het platform toetreden en moeten naarmate van hun ontwikkeling de functionaliteiten gebruiken."

**Art. 45.** Artikel 44 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 44. Onverminderd de toepassing van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur keurt de Regering op voorstel van de Commissie, de personen goed die toegang hebben tot het geheel of een gedeelte van de terbeschikking gestelde inlichtingen alsook de modaliteiten van deze toegang".

#### Titel V. — *Straffen*

##### HOOFDSTUK I. — *Het opsporen en het vaststellen van de overtredingen*

**Art. 46.** Artikel 45 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1 wordt gewijzigd als volgt :

"§ 1. Onverminderd de plichten van de officieren van de gerechtelijke politie wijst de Waalse Regering de personeelsleden aan die belast zijn met het opsporen en het opzoeken van de overtredingen van dit decreet.

De in het eerste lid bedoelde ambtenaren en personeelsleden hebben de hoedanigheid van agenten of officieren van de gerechtelijke politie en moeten de eed afleggen voor de rechtbank van eerste aanleg van hun administratieve standplaats. Als ze van standplaats veranderen, moeten ze geen nieuwe eed afleggen."

2° Er wordt een nieuw § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 2. Onverminderd de bevoegdheden toegewezen aan de burgemeester en de plaatselijke politie, kan de gemeenteraad in het kader van opdrachten met een regionaal karakter personeelsleden (gemeentelijke, intergemeentelijke en i.v.m. projectverenigingen) aanwijzen overeenkomstig het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, die personeelsleden zullen toezien op de naleving van de bepalingen van dit decreet."



3° Er wordt een nieuw § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 3. Op de wegen en waterlopen beheerd door de provincies, op voorstel van het provinciecollege, worden de provinciale personeelsleden aangewezen en speciaal gemachtigd door de Provincieraad om overtredingen vast te stellen en te vervolgen."

4° de §§ 2 en 3 worden respectievelijk de §§ 4 en 5;

5° in het nieuwe § 4 worden de woorden "de in § 1 bedoelde" vervangen door de woorden "de in de §§ 1, 2 en 3 bedoelde";

6° in het nieuwe § 5, eerste lid, worden de woorden "de in § 1 bedoelde" vervangen door de woorden "de in de §§ 1, 2 en 3 bedoelde";

7° in het nieuwe § 5, 1°, wordt het woord "vijf" vervangen door het woord "zeven";

8° in het nieuwe § 5, 2°, wordt het woord "vijf" vervangen door het woord "zeven".

#### HOOFDSTUK II. — *De overtredingen en de administratieve boetes*

**Art. 47.** Artikel 46 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, 4°, vervallen de woorden "en die het niet indienen in de databank overeenkomstig artikel 38";

2° in § 1, 5°, vervallen de woorden "ongeacht de wijze";

3° in § 1 wordt punt 7° vervangen als volgt :

"7° degene die de verplichtingen bedoeld in artikel 30 niet naleven."

**Art. 48.** Artikel 47 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden "en § 2" toegevoegd na de woorden "in artikel 45, § 1";

2° in § 4, vierde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "de Commissie" vervangen door de woorden "het technisch comité".

**Art. 49.** In artikel 48 van hetzelfde decreet worden de woorden "in artikel 22, § 1" vervangen door "in artikel 29" en worden de woorden "door de Regering" vervangen door "door de Commissie in een reglement". Dit reglement wordt door de Regering goedgekeurd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

#### Titel VI. — **Opheffings- en overgangsbepalingen**

**Art. 50.** In hetzelfde decreet, in het opschrift van Titel VI wordt het woord "slot" ingevoegd tussen het woord "overgangs" en het woord "bepalingen".

**Art. 51.** Er wordt een artikel 48bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 48bis. De personen bedoeld in artikel 8 dienen een vectoring te doen van hun informatie betreffende de lokalisatie van hun netwerk binnen tien jaar na de inwerkingtreding van dit decreet volgens de voorwaarden en modaliteiten bepaald in een reglement aangenomen door de Commissie. Dit reglement wordt door de Regering goedgekeurd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*."

De personen die zich niet hebben aangepast aan het eerste lid, voeren geen enkele werf uit tot het in overeenstemming brengen.

De Commissie kan in een reglement de wettelijke redenen bepalen waarvoor kan worden afgeweken van het tweede lid. Dit reglement wordt door de Regering goedgekeurd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 52.** Artikel 52 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 52. Dit decreet treedt in werking op de door de Waalse Regering bepaalde datum en uiterlijk op 31 december 2014, met uitzondering van de artikelen 2 tot 7bis die 15 dagen na hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* in werking treden. De Regering zal aparte data van inwerkingtreding kunnen bepalen voor de verschillende bepalingen van dit decreet."

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 november 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

(1) *Zitting 2013-2014.*

*Stukken van het Waals Parlement*, 849 (2012-2013), Nrs 1 tot 6.

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 27 november 2013.

Bespreking.

Stemming.